



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique du
24/02/2016**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Veuillez prendre place. Je déclare ouverte la séance du Conseil de Métropole du 24 février 2016. Je vais faire l'appel.

Écoutez, il faut que je m'y remette, alors j'ai trouvé cette solution de faire l'appel. Je suis tellement bouleversé par mon voyage à Palerme qu'il faut que je me remette le logiciel en place. C'est une petite méthode qui fonctionne.

L'appel est fait, le quorum est largement atteint, nous pouvons donc valablement délibérer.

Je voudrais en préambule vous donner un certain nombre d'informations de préconseil.

Premier point : j'ai reçu une lettre forte aimable de Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, Madame Ségolène Royal, qui a le plaisir...

Je vais demander à Madame Catherine Dardé, première Vice-Présidente, de venir me rejoindre à la tribune, ainsi qu'à Monsieur Lévi de prendre place à côté de Christian Fina. Et si vous en êtes d'accord, je désigne Mademoiselle Bodkin comme secrétaire de séance.

Donc une lettre de Ségolène Royal dont je vous livre les premières phrases. *« J'ai le plaisir de vous annoncer l'attribution d'une participation du programme d'investissement d'avenir à hauteur de 7 553 000 euros au bénéfice de l'EcoCité de Montpellier pour la réalisation des actions sélectionnées dans le cadre de la seconde tranche de ville de demain listées en annexe. »* Merci Ségolène Royal.

Deuxième information : cela concerne le fait que l'Association des Communautés urbaines de France m'a demandé d'assurer aux côtés d'André Rossinot, Président de la Communauté Urbaine de Nancy, la présidence de la Commission santé.

Troisième information, vous l'avez vu dans la presse : nouvelle gouvernance du CINEMED, Christophe Leparc assurera la direction générale. La présidence d'honneur sera attribuée à Henri Talvat et la nouvelle Présidente est Aurélie Filippetti, Ministre de la Culture, qui a accepté la proposition que je lui ai faite et que je remercie. A ceux qui écrivent dans *La Glorieuse*, je voudrais dire que Madame Filippetti a été Présidente du Festival des courts-métrages pendant sept ans à Marseille, en PACA. Et puis, c'est l'année italienne. C'est pour les journalistes, cela leur permettra de filer la métaphore.

Je voudrais vous dire que le Parlement des territoires tiendra sa réunion au château de Castries le 12 mars, comme prévu. Nous avons d'ores et déjà enregistré une trentaine de Présidents de Communautés d'Agglomération qui ont donné leur accord pour être présents, et je les remercie.

Un petit point sur le contrat de plan État-Région. Contrairement à ce que certains ont indiqué, les relations avec l'administration du Département de l'Hérault et les relations avec l'administration de la Région Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon se poursuivent, l'une pour travailler les champs de compétences déléguées au 1^{er} janvier 2017 du Département vers la Métropole, et l'autre pour flécher l'ensemble des opérations que nous devons porter au contrat de plan État-Région. Je vous l'ai déjà indiqué : je n'ai pas signé le contrat de plan État-Région parce que le volet territorial de 30 millions d'euros, s'il a été accepté par la Région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, n'a pas été fléché sur des opérations. Christian Fina a rencontré l'administration, j'ai moi-même rencontré le Préfet de Région Monsieur Mailhos, et nous sommes convenus de nous revoir rapidement, dès que les rencontres avec les services seraient plus avancées. Je dois dire que les choses avancent normalement et bien.

Un petit point sur Palerme où j'ai signé l'avant-projet de jumelage qui est ici, avec le Maire de Palerme, Leoluca Orlando. Ce voyage de trois jours (et je remercie Fabrice Manuel, Directeur de cabinet, Laëtitia Morel, Pascal Ribes et Danilo Faggioni, le Consul d'Italie, pour leur aide) a été assez exceptionnel. Nous avons été reçus avec une amitié que seuls les Siciliens savent décerner. Ce fut un moment inoubliable pour moi, et très émouvant.

Nous avons beaucoup de points communs, beaucoup de relations intimes avec l'histoire de la Sicile. Le Maire de la ville, je vous le rappelle, a mis fin aux exactions de la mafia, a été reconnu mondialement, a eu pour la délégation de Montpellier des égards que je n'oublie pas.

Nous avons eu en trois jours un emploi du temps fort chargé et nous avons obtenu un certain nombre de collaborations à venir qui concernent d'abord le congrès Optima qui se tiendra du 9 au 15 juin à Montpellier, sur les recherches liées à la botanique, notamment l'herbier de Palerme qui est aussi beau que l'herbier de Montpellier, mondialement connus tous les deux, qui ont déjà travaillé ensemble. Chantal Marion, j'en suis sûr, y sera sensible.

En 2017, nous avons prévu d'intégrer la production cinématographique de Palerme dans le CINEMED. Tout ce que je vous dis là a déjà été acté par des coups de fil *in situ*. Nous avons sollicité également les Directeurs des Opéras Orchestres de Montpellier et de Palerme pour des échanges de musiciens et de chœurs, notamment le chœur des enfants. Nous avons mis en relation (ils y étaient déjà mais nous avons amplifié cela) les incubateurs pour les start-ups, celui de Palerme et le BIC. Nous avons mis en contact les Universités de médecine, et Palerme est très preneur de travail avec l'Université de Montpellier.

C'est pour cela que manquer pour la troisième fois l>IDEX est inacceptable, mais je vais y revenir dans mon dernier point. Je crois qu'il y en a qui n'ont pas bien compris, donc je vais mettre une deuxième couche.

Nous avons prévu une collaboration également autour des ateliers de musiques anciennes. Lors du tournoi de Gazélec, Saint-Martin, il y aura cette année une équipe de Palerme pour les enfants. Et puis le 27 mai – c'est le 27 mai, Monsieur Manuel, c'est cela, la Comédie du livre ? –, la Comédie du livre sera dédiée aux littératures italiennes, pendant laquelle Leoluca Orlando viendra signer l'acte définitif de jumelage entre la ville de Palerme, la Métropole et la ville de Montpellier. Ce sera un événement de dimension internationale.

Leoluca Orlando est un professeur de droit, comme le fut Georges Frêche en son temps, qui porte en lui l'histoire de la ville de Palerme. C'est un grand Monsieur, un Monsieur qui a reçu le Roi et la Reine d'Espagne à Palerme, Hillary Clinton, Tsipras, et bien d'autres personnalités de la planète. C'est pour Montpellier un grand honneur, et là-bas, dans la ville, j'en ai mesuré vraiment tous les aspects. Nous aurons également une collaboration avec la Maison des ados et les écoles de Palerme qui sont très demandeuses d'une relation particulière, avec Isabelle Marsala que j'ai déjà fléchée sur le sujet. J'en dirai un peu plus, à une autre occasion, sur la politique, mais ce n'est pas le lieu ce soir, parce qu'avec le Maire de Palerme, nous avons beaucoup de domaines partagés et à construire ensemble, dans nos villes et sur la Méditerranée.

Dernier point : l>IDEX. Je ne retire pas un seul mot de ma déclaration passée. J'ai lu avec beaucoup d'attention l'article du Président de l'Université de Perpignan dans la revue *L'Etudiant* et je demande, je propose à chacun de regarder cet article qui est sur Internet. Ils verront que l'analyse faite par le Président de l'Université de Perpignan est dans le même sens que celle que je vous ai indiquée – beaucoup plus incisive, d'ailleurs. En effet, l>IDEX a été refusé à Montpellier sur deux critères. L>IDEX est l'initiative d'excellence en termes d'Université. C'est dire : « *Cette Université est de rang mondial.* »

J'avais, lors de la séance passée, indiqué que les deux motifs pour lesquels ce label n'a pas été conféré à l'Université de Montpellier, sont que d'un côté la gouvernance n'est pas plurielle, elle ne rassemble pas toutes les Universités, et de l'autre côté, les sciences sociales et humaines en sont absentes. J'ai lu quelques jours après la réponse du Président, Monsieur Augé, qui a dit que si la gouvernance n'a pas été proposée de

façon à rassembler toutes les Universités, c'était à cause de Montpellier 3. Eh bien, le Président de l'Université de Perpignan dément. Il dit : « *Faire porter le chapeau à Montpellier 3 est un peu facile. Montpellier 3, Perpignan et Nîmes ont été exclus de la gouvernance.* »

Je reprends donc ce que je disais la dernière fois. Il faut pour Montpellier une Université fédérée pour pouvoir obtenir l'IDEX. Si aujourd'hui les universitaires se mettent d'accord pour avoir un prix de deuxième division, autrement dit l'I-Site, c'est une erreur historique, c'est une faute envers la ville et l'Université de Montpellier. L'I-Site n'est qu'un label thématique et ne reconnaît pas une Université complète de rang mondial. Après, pour passer de deuxième en première division, c'est un chemin impossible. Il faut donc que les universitaires se fédèrent, et ils ne pourront pas se fédérer si c'est l'un d'entre eux qui préside. Il faut prendre un universitaire d'ailleurs, parce que la loi demande que ce soit un professeur d'Université capable de fédérer toutes les Universités du ressort de l'IDEX de Montpellier. Ainsi, nous aurons une chance d'obtenir le label IDEX.

J'ai fait part de cette réflexion à Monsieur le Préfet de Région, Monsieur Mailhos ; à Madame le Recteur Armande Le Pellec ; et à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Monsieur Pierre Pouëssel. J'en ai également fait part à Monsieur Emmanuel Macron, Ministre de l'Economie, qui est en lien avec l'Enseignement supérieur. Mais si nous voulons l'IDEX, eh bien il faut que les universitaires s'entendent entre eux, et que toutes les Universités soient reconnues. Et pour qu'elles le soient, il faut les fédérer. A mon sens, aujourd'hui, seule la COMUE est capable de porter cette fédération d'Universités. D'ailleurs, qu'a fait Toulouse ? Toulouse a fait porter l'IDEX par la COMUE et a dit : « *Nous fusionnerons.* » Ils n'ont pas encore fusionné. Ce qui fait que l'IDEX définitif pourrait échapper ou ne pas être décerné tout de suite à Toulouse. Nous serions donc la seule grande Région de France à avoir deux Universités de rang mondial, sans avoir le titre ni les financements qui vont avec.

Donc je demande aux universitaires de reprendre le chemin de l'école, de retourner à leur cheville de travail comme des ouvriers, des artisans, pour forger des accords futurs qui vont dans l'intérêt général. Tant que ces accords ne seront pas forgés, les 15 millions d'euros de la Métropole (qui, elle, a fait son boulot, a pris la compétence universitaire, elle n'était pas obligée) seront gelés. Ils seront enfermés dans un bloc de glace. Les Universités dans le monde, ce sont des pôles de savoir lumineux sur la planète, et l'on n'a pas le droit de gâcher les 170 000 étudiants, et de ne pas leur donner de débouchés internationaux.

Voilà ce que je voulais vous dire avant d'entamer l'ordre du jour du Conseil de Métropole.

AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

Je vous propose en première affaire d'adopter l'ordre du jour. Nous avons une affaire supplémentaire, l'affaire 67, et nous avons une affaire modifiée, l'affaire 12. Nous avons des désignations à faire sur plusieurs affaires. Souhaitez-vous avoir des votes secrets ou des votes à main levée ? Qui souhaite des votes secrets ? Adopté à l'unanimité. Nous voterons tout à main levée, je vous en remercie.

AFFAIRE N° 2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU MERCREDI 27 JANVIER 2016

Monsieur le Président

Affaire 2, il s'agit de l'approbation du procès-verbal de la séance du 27 janvier. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité, je vous en remercie.

AFFAIRE N° 3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Affaire 3 : il s'agit de l'extrait des décisions. Avez-vous des interventions à formuler ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 4 : FINANCES – DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2016

Monsieur le Président

Affaire 4 : il s'agit là du débat d'orientations budgétaires, qui n'appelle pas au vote, je vous le rappelle, mais dans lequel Max Lévitte va vous exposer les grandes orientations budgétaires de la Métropole. Max Lévitte.

Max LEVITTE

Merci Monsieur le Président. Je vais essayer d'être plus rapide que d'habitude, d'abord parce que vous avez un texte sous les yeux et ce texte est tout à fait remarquable. Je remercie les services de la Métropole de l'avoir écrit, en particulier Madame Celié et Madame Gandreau, ainsi que les membres de leur service.

Nous allons pouvoir balayer rapidement en soulignant que pour 2016, la Métropole franchit un nouveau cap : c'est la première année de gestion en plein exercice de l'ensemble des compétences transférées. 2015 a été une année de transition puisque les communes ont exercé des compétences pour le compte de la Métropole. Tout est maintenant directement géré par la Métropole. Le pacte de confiance reste en exercice et les communes resteront étroitement associées à l'élaboration des politiques publiques qui seront menées.

A souligner : nous sommes dans une année particulière, dans la mesure où il y a une nouvelle contraction des dotations de l'État, dans une conjoncture nationale qui reste difficile, et l'utilisation du levier fiscal est exclue, conformément à nos engagements. Dès lors, pour maintenir la trajectoire financière de la Métropole, il est indispensable de poursuivre l'optimisation du coût des services, la recherche d'économies et la priorisation de nos actions.

Nous faisons rapidement un tout petit aperçu sur la conjoncture macroéconomique dans laquelle nous nous situons. Nous sommes dans une conjoncture encourageante puisque la France a obtenu en 2015 1,1 % de croissance, mais cette conjoncture reste fragile et incertaine parce qu'un certain nombre d'incidents peuvent arriver, du fait de la poursuite du ralentissement de la croissance en Chine, du fait de l'évolution du prix du pétrole que personne ne contrôle, du fait des corrections boursières violentes qui ont lieu en ce moment.

La loi de finances 2016 est bâtie sur deux points : une croissance prévisionnelle de 1,5 % et une inflation modérée de 1 %. Cette croissance de 1,5 est jugée très optimiste par la Cour des comptes, elle est jugée également très optimiste par le Fonds monétaire international, par la Banque de France qui calculent, eux, plutôt sur 1,3 ou 1,4. C'est vous dire dans quelle mesure nous sommes dans un environnement fragile.

Ensuite, je n'insisterai pas lourdement sur les composantes de la croissance qui sont espérées par l'État. Les facteurs de croissance sont à la fois endogènes sur la poursuite de la consommation des ménages, ou exogènes avec les facteurs que je vous ai indiqués.

En ce qui nous concerne directement, sur les mesures de la loi de finances pour 2016, à noter : la poursuite du pacte de responsabilité destiné à favoriser la compétitivité des entreprises, le crédit d'impôt pour la compétitivité qui arrive à maturité avec 17,3 milliards en 2015, 18,5 milliards en 2016, les plans en faveur de l'investissement et des petites et moyennes entreprises. Les prélèvements sur les ménages devraient se ré-

duire. Nous concernant directement, comme tous les prévisionnistes pensent que l'investissement des collectivités locales va diminuer, l'État a créé un fonds d'aide à l'investissement local. Ce fonds d'aide est de 800 millions, 500 millions alloués aux grandes priorités d'investissement définies par l'État et les communes et intercommunalités. À noter : les crédits seront gérés par les Préfets de Région, ce qui est une conception nouvelle de la décentralisation.

Pour autant, en face de ces 800 millions, il n'y a que 120 millions prévus en crédits de paiement. Autrement dit, c'est un miroir aux alouettes. À noter néanmoins : l'élargissement de l'assiette du fonds de compensation de la TVA aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et aux investissements relatifs au haut débit ; des mesures d'assouplissement des normes comptables, le taux plafond de cotisation CNFPT réduit de 1 % à 0,9. C'est scandaleux mais du point de vue comptable c'est un avantage.

À noter bien sûr et surtout : la nouvelle réduction des concours aux collectivités locales. 18 milliards en 2015, 16 milliards sont prévus en 2016, répartis entre l'État pour 5 milliards et les collectivités locales pour 3,5 milliards, et la protection sociale et l'assurance-maladie à hauteur de 15 milliards. Vous notez la répartition entre les différentes strates. Vous notez l'objectif d'évaluation de la dépense publique locale qui prône une diminution pour les collectivités locales de leur budget de 1,2 %, dont une diminution des dépenses de fonctionnement de 1,6 %.

J'attire votre attention sur le fait qu'une des idées phares de la loi de financement de 2016 était la réforme annoncée de la dotation globale de fonctionnement pour d'excellentes raisons. Néanmoins, comme l'État a été incapable de nous indiquer les conséquences de cette modification sur les années 2017, 2018 et au-delà, comme l'État a été incapable de nous indiquer l'impact de la création du Grand Paris ainsi que le périmètre des nouvelles intercommunalités (il ne pourra le faire qu'après le 31 mars 2016 qui est la date limite), l'État a décidé de reporter cette réforme en 2017. De toute manière, c'est une réforme de répartition : on prendra aux riches pour donner aux pauvres. À l'heure actuelle, nous ne savons pas exactement où nous sommes – je parle pour les 31 communes et pour la Métropole elle-même.

De toute manière, la réduction des moyens de financement de la dépense publique qui se marque en 2016, qui se poursuivra en 2017, qui se poursuivra en 2018, doit conduire des collectivités à mener des réformes structurelles afin de maintenir nos équilibres budgétaires.

Je vais pouvoir entrer dans le vif du sujet, sur les grandes orientations du budget de la Métropole. Auparavant, juste un tout petit bilan de l'exercice 2015. Je vous l'ai dit tout à l'heure : c'est une année de transition, l'année 2015, puisque les communes ont exercé les nouvelles compétences transférées à la Métropole pour le compte de la Métropole, à travers des conventions de gestion. Au cours de l'année 2015, un travail d'évaluation des transferts de charges a également eu lieu. En 2015, nous avons créé un budget annexe, le budget transport, pour permettre une meilleure lisibilité, une meilleure transparence dans les compétences que nous portons. Et parallèlement, c'est la dernière année de gestion de l'eau potable en délégation de service public puisqu'à partir du 1^{er} janvier 2016, une régie a été créée.

Compte tenu de ces différentes évolutions, je vais essayer de vous le présenter la manière la plus significative possible. Au total, les grands équilibres financiers au cours de l'année 2015 ont été maintenus. Et le taux d'épargne devrait être de 21 %, vous l'avez projeté. Vous notez que ce taux est en légère diminution par rapport au passé, mais nous sommes à 21, nous retrouvons le chiffre de 2012 qui montre que la Métropole a pu conserver jusqu'à maintenant certaines marges de manœuvre.

À noter : le poids de la contribution des finances publiques vient toutefois amputer nos marges d'une manière significative puisque la ponction sur les dotations de la Métropole en 2016 va s'élever à 25 millions, soit 10 millions supplémentaires par rapport à 2015. Si l'on fait une rapide projection sur les projections de recettes en 2016, le montant des recettes réelles de fonctionnement, nous l'estimons à 415 millions pour le

budget principal, ce qui représente une diminution de 1,6 %. Les recettes consolidées budget principal plus budget annexe vont diminuer de 1,1 % ; elles sont estimées à 499 millions en retraitant les doubles comptes.

Les orientations budgétaires sont projetées sur ce panneau qui montre l'importance de nos impôts vis-à-vis des entreprises pour 35 %, et vis-à-vis des ménages, 30 % ; les dotations et compensations de l'État qui étaient à 18 % passent à 13 %. Dans la mesure où aucune augmentation du taux d'impôt n'est envisagée, la progression de nos recettes est limitée à la seule évolution physique des bases et à la revalorisation forfaitaire qui a été décidée par l'État et qui est décidée chaque année en loi de finances. Elle a été fixée à 1 %.

Juste un tout petit point sur le versement transport : vous avez vu que l'État a relevé le seuil d'ajustement des entreprises de 9 à 11. Les entreprises qui étaient entre 9, 10 et 11 qui payaient le versement transport en sont dispensées. Dès lors, c'est une recette qui ne rentre plus dans nos comptes. L'État s'est engagé à compenser mais nous ne savons jamais ce que veut dire exactement le terme « compenser » de la part de l'État. Nous pensons qu'ils seront en partie compensés mais pas en totalité.

Les montants estimatifs qui sont projetés sur le tableau que vous avez sous les yeux, pourront être revus quand nous voterons le budget primitif. Vraisemblablement, l'État nous aura donné les véritables bases d'imposition vers la fin du mois de mars. Sur le tableau que vous avez sous les yeux, il y a l'ensemble des impôts perçus par la Métropole, soit par les entreprises soit par les ménages. Vous notez qu'il n'y a aucune augmentation de taux, qu'il n'y a que des revalorisations forfaitaires des bases (1 %), avec les volumes d'évolutions physiques appréciés par les services de la Métropole.

La dotation et compensation de l'État, je vous ai dit que c'est la part de la DGF qui diminue, on passe de 18 à 13 %. Vous notez bien, sur le tableau que vous allez avoir sous les yeux, que si l'on fait une estimation cumulée de la contribution au redressement des finances publiques de la Métropole, nous sommes passés de 4 millions en 2014 à 4 + 10, soit 14 millions en 2015, à 25 millions en 2016, etc., jusqu'à 2017 où nous aurons 35 millions. Ce qui fait qu'au total, notre participation s'élève à 185 millions.

Je vous demande de noter un chiffre, si vous reprenez ce chiffre c'est le plus significatif. J'ai demandé aux services de calculer ce que 1 million d'euros en fonctionnement permet de financer comme emprunt. 1 million de fonctionnement permet d'emprunter 12 millions d'euros. On a fait le calcul, c'est sur 30 ans, en supposant que c'est un emprunt sur 30 ans au taux de 3 %. Autrement dit, en nous enlevant 185 millions, on nous empêche d'emprunter plus de 2 milliards, 2,2 milliards, donc d'investir au-delà de cette somme. C'est vous donner l'ampleur de la potion qui nous est administrée.

Là, il y a une baisse de 30 millions de la dotation d'intercommunalité qui passe à 5,5 millions après le prélèvement, soit une réduction de 64 % de cette dotation. La dotation de compensation baisse simplement de 1,8 %, portant le montant à 47,5 millions d'euros.

Dans le fonds de péréquation, à l'heure actuelle nous attendons que les dernières décisions soient prises nous concernant puisque finalement, ce fonds de péréquation est limité à 1 milliard d'euros, soit une croissance de 220 millions. Il atteindra son dernier palier en 2017. Sur les taxes transférées, deux communes (Montpellier et Grabels) ont transféré la taxe sur la consommation finale d'électricité, qui sera bien sûr directement dorénavant perçue par la Métropole, donc une taxe de 4,8 millions d'euros. Le produit des services, nous l'estimons à 34 millions ; quant aux attributions de compensation, nous les avons votées, elles ont été décidées par la CLETC du 18 janvier 2016.

En ce qui concerne les dépenses, les dépenses de fonctionnement du budget principal devraient s'élever à 358 millions, soit une diminution de 1 % par rapport à 2015. Si l'on ajoute les deux budgets principal et annexe transports, nous avons une diminution également de 1 %, et le total fait 414 millions une fois retraité des doubles comptes. Vous avez, projetées, les orientations budgétaires sur le budget, avec les charges à

caractère général à hauteur de 35 %, les charges de gestion courante à 20 %, les charges financières à 7 %, la masse salariale représentant 20 %.

Pour la masse salariale, pour ne pas vous noyer, puisqu'il y a eu des transferts, nous allons faire une première analyse à périmètre constant, de manière que l'on puisse comparer 2016 à 2015. Dans ce cadre-là, hors transfert de compétences, le montant de la masse salariale du budget principal est à 62,4 millions d'euros, soit une évolution de 0,9 %. Ce qui correspond, compte tenu de l'évolution nationale du GVT (le glissement vieillesse technicité), à une réelle maîtrise des charges – 0,9 %, c'est un exploit.

Si nous tenons compte maintenant des transferts de personnel, 455 postes ont été transférés à la Métropole, ce qui est une augmentation de plus de 31 % du nombre des personnes. La masse salariale augmente de 21 millions, soit 35 %. Au total, la masse salariale du nouveau budget sera donc de 83,4 millions d'euros. Vous notez que la Métropole prendra en charge les différentiels de rémunération liés à l'harmonisation du régime indemnitaire et à l'obligation du maintien des droits acquis.

Un graphe, je crois, sur l'évolution de la structure des effectifs qui vous montre la répartition. Le personnel qui a été transféré bien sûr est essentiellement technique, avec une petite partie administrative. Sur le slide suivant, vous avez la répartition concernant la répartition entre les hommes et les femmes. Comme c'est du personnel technique, un très grand nombre d'hommes nous ont été transférés.

Dans les autres charges de gestion, la contribution aux dépenses d'exploitation des transports en commun est estimée à 63,4 millions d'euros. Le montant des subventions aux associations est de l'ordre de 29 millions. Ce montant vous sera précisé dans le cadre du vote du budget primitif, une fois que nous aurons reçu toutes les demandes et qu'elles auront été analysées. Vous notez que la Métropole prend en charge la cotisation de l'ensemble des communes au titre du contingent incendie, pour un volume de 16,5 millions d'euros. Le montant des attributions de compensation versées aux communes est limité à 2,15 millions d'euros. Les dépenses de fonctionnement prises en charge par la Métropole pour les compétences transférées (voirie, nettoyage, aires d'accueil des gens du voyage, PLU, énergie, tourisme, incendie, secours et DSI) sont de l'ordre de 45,5 millions d'euros hors masse salariale.

Un tout petit mot sur les charges financières. Nous sommes aujourd'hui dans une période faste sur ce plan puisque nous sommes dans une période de taux d'intérêt historiquement faibles. Cette période s'est poursuivie tout au long de l'année 2015 avec des taux variables négatifs qui nous ont permis de bénéficier d'importantes économies dans ce domaine des frais financiers. Pour l'année 2016, nous avons une prévision de 28 millions pour le budget principal et le budget annexe.

Concernant l'investissement, nous ferons le contraire de ce que vont faire la plupart des collectivités locales en France, du fait de la diminution des dotations de l'État. À ce stade de l'élaboration budgétaire, les dépenses d'investissement sont projetées à 202 millions pour le budget principal et 257 millions budget principal plus budget transport. Ces dépenses sont en hausse de 7 %, ce qui est tout à fait héroïque.

Les autres recettes : les subventions reçues, 4 millions ; le fonds de compensation de la TVA, 7,4 millions ; la taxe d'aménagement à hauteur de 2,2 millions, étant entendu que cette taxe, conformément à la délibération du 16 décembre, sera partagée entre la Métropole et les communes au prorata des dépenses de voirie. Nous encaisserons 2,2 millions en 2016 (nous espérons le double en 2017), mais en 2016 sur 2,2 millions, 1,4 million sera reversé aux communes.

Dans le contexte actuel des taux, bien sûr que nous sommes en recherche permanente d'opportunités de renégociation de la dette, dès lors nous examinons cela tous les jours : s'il y a une possibilité de rembourser un emprunt pour le remplacer par un emprunt à un taux plus faible, cette opération est faite.

Je dois vous faire un focus sur la dette. Au 31 décembre 2015, notre dette s'élevait à 961 millions pour l'ensemble des budgets. En 2016, plusieurs mouvements ont impacté cette évolution. D'abord, nous avons intégré des emprunts transférés au titre de la construction d'ouvrages et des compétences nouvelles entre la Métropole et les communes, qui ont représenté un encours supplémentaire de 29,3 millions d'euros. En revanche, nous avons un emprunt concernant l'eau potable : puisque la Régie de l'eau a été créée, nous lui transférons cet emprunt à hauteur de 3,7 millions. Au 1^{er} janvier 2016, la dette s'élevait à 987 millions.

Compte tenu du volume d'investissement engagé, le montant prévisionnel est de 200 millions et 257 millions les deux budgets. Il est prévu un emprunt prévisionnel de 84 millions pour le budget principal et 17 millions pour le budget annexe. L'encours prévisionnel de dette au 31 décembre 2016 serait donc respectivement de 443 millions pour le budget principal et 500 millions pour le budget transport. Pour l'ensemble des budgets, nous serions donc à 1 045 millions.

Nous poursuivons notre politique en ce qui concerne la répartition entre les taux fixes et les taux variables. Nous sommes à 56 % en taux fixes et 44 % en taux variables. Nous allons essayer de maintenir cet équilibre, avec une portion modulable en fonction des opportunités de marché. Je ne résiste pas à l'envie de vous donner la variation des taux. Entre le 29 janvier et le 12 février, le taux des obligations à dix ans de l'État français est passé de 0,636 à 0,655. Les Allemands sont passés de 0,325 à 0,261. Le Portugal est passé de 2,877 à 3,734. La Grèce est passée de 9,575 à 11,516. C'est vous dire que l'ennui des taux variables, c'est qu'ils varient, et l'on ne sait pas forcément dans quel sens.

Des chiffres nous sont donnés. Nous avons douze bailleurs, ce qui nous permet d'avoir une diversification de nos banquiers. La durée résiduelle de la dette est de 19 ans et cinq mois, elle correspond à des maturités d'emprunt adaptées, et nous allons envisager les refinancements possibles. Voilà sur le budget, la partie financière.

Qu'allons-nous faire de tout cet argent ? Comme il s'agit d'orientations, je ne veux pas abuser de votre patience, nous allons passer rapidement. Essentiellement, il servira à dynamiser les écosystèmes économiques. On insiste sur le label French Tech. La revue *7 officiel* vient de faire paraître un dossier très intéressant sur l'écosystème French Tech, la poursuite de l'action de la Métropole, sur le thème « *Montpellier capitale santé* » et la mise en place d'une stratégie ambitieuse de développement touristique du territoire. Un budget de 2,5 millions est prévu pour ce point.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite devenir un territoire démonstrateur de pratiques agricoles innovantes. Ce sera marqué dans le projet de budget que je vous présenterai prochainement. Des services performants pour les entreprises du territoire seront mis en place avec un renforcement de l'action du BIC, avec le soutien des filières d'excellence et des pôles de compétitivité. Le développement d'infrastructures économiques performantes, les pépinières, les hôtels d'entreprises, les parcs d'activité, c'est un développement qui sera poursuivi. La Smart City comme moteur de développement économique sera mise en exergue. Nous continuerons à appliquer des clauses sociales dans les marchés publics, avec un budget proposé en 2016 pour ce faire de l'ordre de 1 million d'euros.

Nous poursuivrons notre action dans le domaine de l'EcoCité, de la ville intelligente, en capitalisant sur l'expérience acquise dans la phase de recherche et développement qui est arrivée à son terme à la fin de l'année 2015. Nous vous présenterons prochainement les résultats de cette expérience.

Le schéma directeur d'aménagement numérique sera poursuivi. A l'heure actuelle, les sept parcs d'activité communaux sont éligibles et le développement de l'infrastructure numérique sera poursuivi.

L'aménagement opérationnel, bien sûr, est un chapitre important de notre activité dans le cadre des sites stratégiques définis par le SCoT. Le secteur agricole sera un enjeu essentiel pour la Métropole, je l'ai indiqué. Nous aménagerons des parcs d'activité, 1 million d'euros est prévu à cet effet. Une aide financière sera

apportée sous la forme d'avances pour l'équilibre économique des concessions d'aménagement : 1 million pour Ode à la mer, 2,9 millions pour le secteur de la Mogère. La tranche 2 de la zone d'activité du Salaison sera achevée comme je l'ai indiqué, 1,2 million est prévu, 1,1 million pour la poursuite de l'équipement du pôle d'échange multimodal de Baillargues, 1,4 million consacré à la rénovation de l'ancien hôtel de ville de Montpellier pour accueillir en tant que préfigurateur French Tech.

Dans le domaine du foncier, 4,7 millions seront globalement investis en 2016 ; 2,5 millions sur les acquisitions de foncier à vocation économique, extension Marcel-Dassault à Saint Jean de Védas, extension Hippocrate Montpellier, secteur Cannabé à Cournonterral ; 1,5 million à des acquisitions directement liées à des équipements métropolitains, dont 1 million pour le bassin de rétention des eaux pluviales de Saint Jean de Védas. En ce qui concerne le domaine des transports et mobilité, des études pour relier la nouvelle gare au centre-ville ont été conduites dans le cadre du mandat d'étude et de concession d'aménagement passé avec la SAM. Des travaux de bouclage de la ligne 4 sont poursuivis, nous les terminerons en 2016 pour un montant de 19,6 millions euros. 2 millions seront consacrés à la ligne 3, pour assurer les études et les travaux de la station de Boirargues sur la ligne 3.

Nous achèterons neuf bus au GNV pour 3,1 millions. L'opération du pôle d'échange multimodal Saint-Roch sera soldée. Vous notez que la gestion des parkings en ouvrage qui étaient gérés par la ville de Montpellier et la ville de Castelnau, est transférée à Montpellier Méditerranée Métropole. Nous héritons donc de treize parkings, ce qui donne 300 000 euros de dépenses pour le budget principal, 700 000 pour le budget annexe, étant entendu que nous aurons des recettes liées à ces parkings – elles sont estimées à 4,2 millions. Des dépenses sont prévues en matière de régulation de trafic, de système de contrôle d'accès, de modernisation et d'entretien du tunnel de la Comédie, ainsi que pour la poursuite du schéma directeur de signalisation du territoire.

En ce qui concerne le chapitre de l'urbanisme, l'habitat, la cohésion sociale et les grandes infrastructures, la démarche Montpellier Métropole territoire a pour objet principal de fixer un cap de développement durable et équilibré du territoire. 500 000 euros seront mobilisés à cet effet en 2016. Ce projet de territoire va constituer le solde programmatique des démarches de planification comme la révision du SCoT ou l'élaboration du PLU. 1 million d'euros sont prévus. Dans l'attente d'un PLUi exécutoire, il faut faire évoluer les documents d'urbanisme : un budget de 200 000 euros y sera consacré.

En ce qui concerne l'habitat, notre collectivité subventionne directement le logement social : 2,5 millions d'euros d'aides aux bailleurs sociaux sont prévus à cet effet.

Sur les grandes infrastructures, nous poursuivons notre accompagnement de la réalisation des grands projets d'infrastructure de transport qui constituent le réseau armature du PDU. Au titre de la réalisation du programme de contournement ferroviaire de Nîmes-Montpellier, 16,6 millions d'euros sont prévus en 2016, 24 millions en 2017. Pour la desserte de la gare nouvelle de Montpellier Sud de France, une convention a été signée avec ASF qui assure la maîtrise d'ouvrage des études, mais une autre convention signée avec l'État pour le financement du complément de la dalle de la gare nouvelle donne une dépense de 5,7 millions d'euros, couverte par des subventions à hauteur de 1,87 million d'euros. Nous consacrerons 500 000 euros pour les études techniques, pour la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan.

Sur la gestion des espaces publics, vous notez que la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole a entraîné le transfert de cette compétence voirie et espace public à la Métropole. C'est, parmi les compétences transférées, certainement la plus importante. Elle se marque par une nécessité de proximité et de réactivité, et nous sommes certains d'être notés sur ces deux critères de la proximité et de la réactivité. Pour ce faire, la compétence a été organisée en sept pôles territoriaux – je crois que l'on va vous les projeter – Montpellier et Saint-Paul – qui regroupent de trois à dix communes, de manière que dans chacun de ces pôles les moyens matériels et humains soient mutualisés pour assurer la coordination des interventions. En

fonction du pacte de confiance que j'ai évoqué précédemment, les communes restent étroitement associées à l'élaboration des politiques relevant de cette compétence, et à la définition des projets à mettre en œuvre.

Les opérations nouvelles pour 2016 seront définies dans le cadre des enveloppes budgétaires correspondant aux attributions de compensation, majorées du fonds de compensation de la TVA correspondant et des fonds de concours susceptibles d'être mis en œuvre par les communes. En ce qui concerne l'environnement et la gestion des déchets, 3,8 millions d'euros sont consacrés à la qualité des matériels et équipements nécessaires, à la collecte et au tri des déchets par les usagers. Un programme de rénovation des déchetteries a été mis en place après la rénovation du point propreté de Castelnau-le-Lez en 2015. À noter : 1,5 million sera consacré à la poursuite de l'aménagement du casier numéro 2 et à la fin de la réhabilitation du casier numéro 1 de l'installation de stockage des déchets non dangereux de Castries. Des travaux d'amélioration sont prévus en ce qui concerne le fonctionnement d'AMÉTYST. Ces travaux devraient s'achever au premier trimestre. Une baisse a été enregistrée de 5 millions en 2015 du coût global, qui sera suivie par une nouvelle baisse de 2,5 millions en 2016.

En matière de gestion de l'espace public, l'attribution des nouveaux marchés de collecte d'une part et de nettoyage et d'autre part permet de dégager une économie de 2 millions.

Un tout petit focus sur les sports, pour noter les opérations importantes : la quatorzième piscine de Saint-Brès et le transfert du projet de parc multiglisse Gérard-Bruyère de Baillargues que vous allez voter un petit peu plus loin lors de ce Conseil. Pour ce parc, sur l'exercice 2016, 100 000 euros seront consacrés à des études et 4,3 millions à la réalisation de la première tranche de travaux. Egalement nous nous sommes engagés sur un programme ambitieux de développement des énergies renouvelables pour développer la mise en place de panneaux solaires voltaïques et de capteurs solaires thermiques, ce qui sera fait sur la piscine Les Néréides à Lattes, ainsi que sur Cap Oméga à Montpellier.

Sur la culture, un certain nombre d'opérations sont prévues, de réhabilitation, 2,8 millions pour l'opéra, le planétarium, le théâtre de Grammont, le musée Henri-Prades, 2,7 millions à la réhabilitation du Corum, 1,6 million pour les travaux de rénovation sur l'Agora de la danse. Un tableau vous donne les opérations importantes prévues dans le cadre de la culture. J'attire votre attention sur Montcalm avec la répartition sur 2016 et 2017. Sur les travaux d'accessibilité à la culture, nous avons 4,4 millions d'euros à programmer : 1,055 million en 2016 sur la médiathèque Aimé-Césaire, sur la Cité de la musique et des arts 37 millions sont prévus – les études essentiellement en 2016, ensuite la réalisation.

Monsieur le Président

C'est le Conservatoire ?

Max LEVITA

C'est le Conservatoire.

Monsieur le Président

Conservatoire avec auditorium.

Max LEVITA

Mais « Cité de la musique », c'est joli.

Monsieur le Président

C'est vrai. Cela fait partie du volet territorial du CPR sur lequel nous demandons la participation de la Région puisque c'est un rayonnement régional et que cela intéresse les milliers d'élèves au-delà de la Métropole.

Max LEVITA

Sur la prévention des inondations, l'assainissement, l'année 2016 va voir l'achèvement des actions portées au titre du PAPI 1 et l'engagement des premières actions inscrites au PAPI 2. Nous aurons l'occasion d'en discuter plus longuement. En matière d'assainissement, les principales opérations structurantes qui sont prévues mobiliseront 10,8 millions d'euros en 2016 avec en particulier l'achèvement de l'intercepteur Est pour 7 millions d'euros. Pour le raccordement de la commune de Castries à la station d'épuration MAERA, 1,5 million d'euros sont prévus. 6,4 millions pour des travaux courants, réparties sur trois items : des extensions de réseaux, des renouvellements de réseaux et des travaux sur les postes de refoulement et stations d'épuration.

Sur l'eau potable, je vous l'ai indiqué en préambule : depuis le 1^{er} janvier 2016, un service public de l'eau a été créé et il est géré par la Régie publique de l'eau qui bénéficie statutairement de l'autonomie financière et de la personnalité morale. Elle est en charge de l'encaissement. Première mesure : elle a baissé les tarifs à compter du 1^{er} janvier 2016, de l'ordre de 11 % par rapport aux tarifs 2015. La Métropole conserve son rôle d'autorité organisatrice.

Dernier point, c'est la défense extérieure contre l'incendie.

Conclusion. Je sens que je vous ai fatigués.

Conclusion : nous avons une croissance démographique qui se poursuit. Nous avons un environnement incertain et fragile, mais ce projet de budget est destiné à montrer notre volonté de relever les défis qu'impose la création d'une Métropole dynamique et porteuse d'un avenir serein. J'espère que ce projet de budget répond à la situation d'aujourd'hui et à vos attentes. Merci de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lévit. Je vais bien sûr ouvrir le débat. Qui souhaite s'exprimer ? Madame Jamet, Madame Brissaud, Monsieur Rouilleault et Monsieur Lussert. Je fais voter la liste. Madame Jamet, Madame Brissaud, Monsieur Rouilleault, Monsieur Lussert. La parole est à Madame Jamet.

France JAMET

Monsieur le Président, mes chers collègues, je ne serai pas aussi exhaustive que Monsieur Lévit, rassurons-nous, mais ce débat d'orientations budgétaires appelait quand même quelques observations de ma part. Dans une première longue partie que vous consacrez au cadre national et européen, je suis étonnée de vous voir d'abord prendre la défense du Gouvernement, de votre ami Valls, et énumérer des mesures soi-disant destinées à relancer l'économie tout en minimisant finalement l'impact et les sévères baisses de dotations dont sont victimes les collectivités territoriales, puisque vous parlez simplement d'efforts que l'on demanderait à ces dernières. Je pense que c'est un peu court, au regard des chiffres : la dotation d'intercommunalité perd cette année 25 millions d'euros en baissant de 64 %. Ce n'est pas un effort à ce niveau-là, c'est une saignée.

Cela étant, si nous regardons un peu les éléments que vous nous avez soumis, je vois que vous parlez de baisse d'impôts des ménages. Vous pensez (je ne sais pas d'où vous l'avez sorti, sûrement des fiches gouvernementales) que nous allons donc vers une croissance, que la France a renoué avec la croissance en

2015, ce qui est quand même intéressant à aborder, à découvrir ! Et au niveau de la zone euro, l'année 2015 serait marquée par une reprise modérée – pour ceux qui seraient peut-être passés à côté, comme beaucoup de Français.

Plus sérieusement, vous faites état notamment du pacte de responsabilité. Je vous rappelle que ce pacte de responsabilité, je crois, a accouché de 35 000 ou 40 000 emplois, ce qui n'était pas du tout à la hauteur des espérances, des attentes et des objectifs du Gouvernement. Le crédit d'impôt pour la compétitivité, dont tout le monde a beaucoup parlé, a servi beaucoup les grandes entreprises, qui n'ont pas renvoyé l'ascenseur – c'est aujourd'hui de notoriété publique. Enfin, concernant les TPE, PME, etc., je ne pense pas que les nombreux plans en faveur de l'investissement de ces entreprises qui composent 80 % de notre tissu économique aient répondu à l'attente de ces dernières.

Je vois que vous avez même été (nous le verrons par la suite) sur d'autres projections. Si je reprends simplement les éléments de cadrage macroéconomique de la loi de finances pour 2016, puisque vous en parlez, je crois que nous pouvons les considérer plus comme des éléments de langage gouvernementaux que des statistiques fiables, comme nous le vérifions depuis tant d'années. Je suis étonnée que vous oubliiez si vite qu'au plan national, le contexte social explosif dans lequel s'inscrivent ces orientations budgétaires n'est pas anodin, qu'il s'agisse de la crise agricole par laquelle sont touchés beaucoup de nos agriculteurs, qui aujourd'hui sont les premiers en termes de suicide en France, les difficultés des chauffeurs de taxi (qui grâce à Dieu, comme vous nous le rappeliez la dernière fois, à Montpellier se portent très bien), les petits entrepreneurs, les artisans...

Monsieur le Président

Attendez, ils sont très bien, les chauffeurs de taxi, à Montpellier.

France JAMET

C'est ce que vous m'avez dit : voilà, je le répète. Tout va bien.

Monsieur le Président

Ils sont très bien. Nous avons fait des emplacements exprès pour eux devant la gare Saint-Roch, nous avons adapté toute la voirie, l'espace public, et franchement les arrêts de taxis, les feux rouges, nous avons coordonné tout cela avec Madame Roussel qui fait son entrée ce soir à la Métropole. Regardez, nous n'avons pas de plainte.

France JAMET

C'est bien ce que je dis : vous êtes dans la droite ligne gouvernementale – qui a du plomb dans l'aile d'ailleurs aujourd'hui, donc je vous invite à la plus grande prudence.

Monsieur le Président

Je suis très ami avec les chauffeurs de taxi, Madame Jamet.

France JAMET

Oui, et avec Monsieur Valls et sa politique.

Monsieur le Président

Je suis très ami avec les chauffeurs de taxi, et je vous assure que c'est un excellent thermomètre pour prendre la température de l'opinion. Lorsque je vais à Paris, j'interroge toujours les chauffeurs de taxi pour savoir ce qu'ils pensent de la politique nationale, et j'ai souvent de bonnes réponses.

France JAMET

Vous avez raison. Quand je vais à Paris, je prends le tramway...

Si je peux me permettre de continuer...

Monsieur le Président

Moi, je n'y reste pas des semaines.

France JAMET

Moi non plus. Vous abordez le plan international et en bon communicant du système ultralibéral macroniste, vous êtes sur un alignement des planètes avec la baisse du pétrole, la baisse de l'euro, la faiblesse des taux d'intérêt. Là, j'ai reconnu la patte (nous l'avons vu) de Monsieur Lévi : nous avons pris un bon cours d'économie, alors que vous auriez quand même pu constater que tout cela survient dans une dérégulation du marché propre à engendrer une nouvelle crise financière. C'est marrant, parce que souvent vous me reprochez de parler d'Europe et de faire du hors sujet : là, nous sommes carrément sur un cours magistral d'économie mondiale que je trouve intéressant au demeurant, et qui finalement, au-delà de la touche de Monsieur Lévi, me fait un peu penser à la touche frêchiste. Montpellier est aligné sur Tokyo qui est aligné sur New York qui est aligné sur Palerme. C'est du Frêche : bravo, félicitations.

Cela dit, si nous ne sommes pas d'accord évidemment sur le constat du cas dans lequel s'inscrivent ces orientations budgétaires, nous souscrivons en revanche pleinement aux objectifs que doit chercher la Métropole et que vous avez inscrits. Il faut en effet reconstituer des marges d'autofinancement, sans recourir à l'augmentation des impôts. C'était votre engagement de campagne mais ce n'est pas le résultat de votre action et je l'ai déjà dit, je le répète à l'envi, Monsieur Lévi finalement le confirme aussi. Quand l'assiette, quand les taux augmentent, quand les régulations, les relèvements forfaitaires augmentent, forcément il y a plus d'argent qui sort de la poche du contribuable. Quand nous parlions de baisse d'impôt, il s'agissait d'une véritable baisse d'impôt qui se répercute sur le pouvoir d'achat de nos concitoyens. Ce n'est pas en maintenant à taux zéro que vous avez engagé...

Monsieur le Président

Les bases c'est l'État, ce n'est pas nous. Vous le savez bien.

France JAMET

Je le sais bien.

Monsieur le Président

Vous nous la faites chaque année, celle-là.

France JAMET

Vous auriez dû vous engager, comme l'ont fait d'ailleurs nos Maires, dans les villes frontistes. Ils ont baissé l'impôt pour qu'il n'impacte pas directement le pouvoir d'achat de nos concitoyens.

Cela étant, vous le savez : nos concitoyens sont surimposés. Vous nous donnez des chiffres, moi j'en ai d'autres. Cela a été confirmé en décembre 2015 avec un rapport de l'OCDE : la France est le deuxième pays au monde qui affiche le taux de prélèvement le plus élevé, 64,7 %. Ce sont les sources de l'OCDE et de la Banque mondiale, excusez du peu, PWC 2014. Je pense que les impôts continuent d'augmenter et que ce n'est pas une bonne chose pour nos compatriotes. C'est le décalage que nous constatons et que nous regrettons entre vos paroles et vos actes.

De même, nous considérons comme vous que le recours à l'emprunt ne peut pas être la variable d'ajustement de la baisse de l'épargne. Les collectivités doivent mener des réformes structurelles afin de maintenir leurs équilibres budgétaires, en optimisant la gestion, en définissant des priorités pour les investissements. Voilà : le problème est que ces belles affirmations ne sont pas en cohérence avec les actions et même les orientations et les projections que vous nous donnez. J'en veux pour preuve la baisse des ressources qui ne sont pas compensées par des économies de gestion.

Concrètement, les recettes réelles de fonctionnement baissent de 1,6 % sur le budget principal et de 1,1 % sur le budget consolidé en raison de la baisse des dotations – malgré, il faut le souligner, une revalorisation des bases, donc de l'impôt (je le disais) de 1 %. Les économies de fonctionnement ne sont pas au rendez-vous puisqu'elles ne compensent qu'en partie cette baisse. Au contraire d'améliorer les marges de manœuvre, ces économies insuffisantes sur le fonctionnement plombent un peu plus la capacité d'épargne de la Métropole. C'est sur le budget principal que c'est le plus visible, puisque le différentiel négatif est de 0,5 %.

Dans le détail des dépenses de fonctionnement, nous ne trouvons aucun exemple de baisse. La charge de personnels non transférés augmente de près de 1 %. Vous trouvez que c'est héroïque, mais je me demande bien où sont les économies d'échelle promises par la loi NOTRe. Pour les postes transférés la Métropole, on devra ensuite harmoniser par le haut évidemment les régimes indemnitaires, et cela, vous le rappelez bien. Cela a attiré toute mon attention car en introduction vous parlez de la création de la Métropole avec sa gestion en plein exercice de l'ensemble des compétences qui lui ont été transférées. Vous nous parlez des communes qui restent étroitement associées à l'élaboration des politiques publiques. Vous nous parlez de changement d'échelle, vous nous parlez d'optimiser le service, vous nous parlez de renforcer la cohérence territoriale, de moderniser l'action, etc. Mais vous ne parlez plus du tout des économies d'échelle.

Par ailleurs, vous parlez aussi, dans la compétence de la nouvelle Métropole, du tourisme et des aires d'accueil. J'aimerais que nous continuions de parler des problèmes rencontrés par le Maire de Pérols qui a même été obligé de casser le parking.

Monsieur le Président

Madame, concluez, cela fait cinq minutes.

France JAMET

Non, cela ne fait pas cinq minutes.

Monsieur le Président

Largement. Concluez.

France JAMET

Je vous dérange.

Monsieur le Président

Ce qui se pense bien s'énonce clairement. Vous savez, les grandes décisions, il ne faut pas trois heures pour les prendre.

France JAMET

Quand on est dans le cadre d'un débat sur les orientations budgétaires...

Monsieur le Président

Il faut quelques secondes.

France JAMET

Pardon ?

Monsieur le Président

Quelques secondes.

France JAMET

Quelques secondes, vous me laissez pour parler des orientations budgétaires qui vont influencer... ?

Monsieur le Président

Non, cela fait cinq minutes déjà.

France JAMET

Et alors ? Cela prouve que j'ai lu votre dossier, qui a retenu toute mon attention et qui mérite quelques remarques.

Monsieur le Président

Je ne nie pas votre travail, Madame Jamet. Je dis simplement qu'il faut que vous soyez précise, concise et percutante.

France JAMET

J'aurais voulu vous parler par exemple des déchets, de la gestion des déchets, savoir qui gère les déchets, quelle est l'entreprise qui s'occupe du ramassage des ordures ménagères.

Monsieur le Président

J'ai compris que vous voterez contre le budget.

France JAMET

J'aurais voulu savoir si cette entreprise était française. J'aurais voulu savoir si elle payait des impôts en France. J'aurais voulu savoir si elle travaillait avec des travailleurs locaux. Vous voyez, tout cela ce sont des sujets qui méritent d'être abordés dans le cadre d'un grand débat d'orientations budgétaires.

Monsieur le Président

Vous seriez Présidente d'un groupe Front National, je vous donnerais la parole en tant que Présidente de groupe, mais il n'y a plus de groupe.

France JAMET

Vous n'allez pas ergoter là-dessus, ce n'est pas un souci.

Monsieur le Président

Là, vous prenez la parole à titre individuel.

France JAMET

Vous donnez la parole de la même façon à Madame Brissaud.

Monsieur le Président

Vous n'êtes pas représentante du groupe Front National : je vous avais descendus à deux pour que vous puissiez vous exprimer, or vous avez perdu un des deux en chemin. Vous êtes donc toute seule, il n'y a plus de groupe. Vous vous exprimez à titre individuel, cela fait cinq minutes qui sont largement dépassées.

France JAMET

Non, Monsieur, je m'exprime démocratiquement. Il n'y a pas de temps de parole, vous ne l'aviez pas dit, vous ne l'aviez pas déterminé. Je n'ai pas l'intention d'exagérer, mais j'ai l'intention d'exposer.

Monsieur le Président

La règle de l'Assemblée, c'est cinq minutes. Je passe la parole au deuxième orateur, nous avons bien compris votre position.

France JAMET

Je représente une assise électorale que vous ne pouvez pas nier.

Monsieur le Président

Nous avons bien compris votre position.

France JAMET

C'est antidémocratique. Vous voyez, vous n'êtes pas cohérent avec vos paroles et vos actes. J'aurais voulu vous parler des Français qui sont en difficulté, des collectivités qui ne font pas d'efforts, et ce sont les Français...

Monsieur le Président

Les Français, vous en parlerez à l'Assemblée Nationale quand vous serez députée. Vous en parlerez à la Région. Mais là vous êtes avec des habitants de la Métropole. Effectivement, ce sont des Français.

France JAMET

... qui ont leur pouvoir d'achat qui s'écroule, le cinéma, le restaurant, le logement, les études, le chariot, le panier de la ménagère, tout...

Monsieur le Président

Madame Brissaud, à vous. Merci Madame Jamet. Nous avons bien compris votre position.

Monsieur le Président

S'il vous plaît, n'abordons pas ce sujet. Sinon, je vais être obligé d'être très désagréable.

France JAMET

Vous l'êtes déjà !

Monsieur le Président

Mais je ne vous ai pas dit envers qui. Le cumul des mandats est un vaste problème. Madame Brissaud, allez-y, relevez le niveau s'il vous plaît.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Président, chers collègues, mon intervention ne sera pas technique comme elle a pu l'être en commission. Vous avez fait des choix, je vous laisse les assumer. En revanche, comme vous le savez et comme mes interventions en ont témoigné jusque-là, je ne partage pas votre vision dirigiste du développement économique, et toute la partie du pré-rapport concernant les orientations budgétaires des actions prioritaires, donc maîtrisées, heurtent ma conception de l'économie. Cela commence à la page 27.

Quand vous écrivez par exemple que « *la finalité de la dynamisation des écosystèmes économiques est la construction d'une vision commune et de plans d'action économiques partagés avec les acteurs économiques publics et privés du territoire* », je me demande bien ce que cela veut dire. Je ne peux pas du tout comprendre que l'une de vos priorités soit de faire une vision partagée. Non seulement parce que je me demande quel sens cela a, mais surtout je ne comprends pas pourquoi nous devons tous partager la même vision. Et ceux qui ne partageront pas cette vision, seront-ils exclus ? Exclus de quoi ? De nos projets ? Du territoire, peut-être ? Ou juste du club de ceux qui doivent partager la même vision que vous ?

Monsieur le Président

Vous allez être exclue de l'UDI si vous continuez à parler.

Anne BRISSAUD

Nous verrons. Par ailleurs, dans votre pré-rapport comme dans vos discours, il semble que la conclusion de partenariats, d'accords, l'acquisition de labels, etc., soit un objectif à part entière pour lequel vous mettez les moyens, donc l'argent du contribuable. Je pense que cela mérite une discussion. Pour moi il s'agit là, à la

limite, de moyens, voire d'outils, mais qui en aucun cas ne permettront le développement économique de notre territoire. Ils ne sont même pas des leviers. Et pour être encore plus directe, je dirais qu'il s'agit de com, et encore de com. Donc vous êtes en train de laisser penser à nos entrepreneurs que pour réussir ils ont besoin d'un label, ils ont besoin de subventions, bref, de votre aide. Mais vous avez tort, comme Georges Frêche ou Monsieur Moure avant vous : voilà bientôt quarante ans que les mêmes erreurs sont faites et vous ne tirez aucune leçon des échecs antérieurs, je le regrette.

Monsieur le Président

Il est temps que vous arriviez au pouvoir !

Anne BRISSAUD

Mais oui, je le pense vraiment.

Monsieur le Président

D'abord les législatives puis les municipales.

Anne BRISSAUD

La dernière industrialisation a été lancée avec IBM par Monsieur Delmas : cela date, quand même. Il me semble que l'on aurait pu faire mieux depuis. Et vous pensez que l'on développe un marché en créant de la concurrence déloyale. C'est-à-dire que vous donnez un label à certaines entreprises, d'autres n'en auront pas, vous favorisez l'installation de nouvelles entreprises. Et les anciennes, qu'en fait-on ? Est-ce que les entrepreneurs eux-mêmes ont demandé quelque chose ? En fait on va prévenir, on va être en amont de la demande d'entrepreneurs peut-être, en étant à côté, en fait, de leurs attentes, et complètement à côté de la plaque. Pour moi, le développement local ce n'est pas faire de la communication, vous l'aurez compris. Investir, c'est lever les freins au développement économique, c'est lever les contraintes des entreprises, c'est faire mieux avec le peu de moyens que l'on a, et cela bien entendu grâce à votre ami qui est Valls.

Monsieur le Président

Qu'est-ce que vous avez tous avec mon ami Monsieur Valls ? Mais enfin ! C'est le Premier Ministre de la France, quand même.

Anne BRISSAUD

Vous avez eu des articles dans la presse. Vous avez certainement l'intention de reproduire ce qu'avait fait votre ami Monsieur Frêche en créant des pépinières d'entreprises, mais vous l'avez bien vu, cela n'a pas fonctionné. Avec le label French Tech, vous essayez de nous faire croire que nous sommes sauvés, que nos entreprises high-tech sont sauvées.

Monsieur le Président

Madame Brissaud, je vois que vous avez bien travaillé cet après-midi.

Anne BRISSAUD

Vous le voyez ! Très bien.

Monsieur le Président

Parce que j'ai sous les yeux votre compte Twitter et il y a une photo de vous au travail.

Anne BRISSAUD

Si vous le voulez bien, je vais continuer. Pour moi, l'attractivité...

Monsieur le Président

En train de feuilleter comme cela avec un air inspiré toutes les pages du budget. Je veux les montrer à Monsieur Lévi parce que je suis sûr qu'il n'a jamais vu une photo comme cela.

Anne BRISSAUD

Si cela vous fait rire !

Monsieur le Président

Écoutez bien le commentaire : « *Préparation du DOB 2016 Montpellier Méditerranée Métropole* ». Enorme ! Enorme !

Anne BRISSAUD

Vous le voyez ! J'ai pu travailler. Mais peut-être que vous auriez préféré que je mette votre photo, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Ce n'est pas de la com, cela ? Coquine !

Anne BRISSAUD

Je ne suis pas Présidente de la Métropole pour l'instant. L'expression « *coquine* » s'ajoutera la prochaine fois à l'expression « *jacasser* » que vous utilisez. Nous discuterons de parité à un autre moment.

Monsieur le Président

C'est ce que l'on dit aux enfants, vous le savez bien, surtout dans le Midi.

Anne BRISSAUD

Vous avez fait exactement la même chose que Monsieur Moure avec Unlimited, vous n'avez rien changé des méthodes de vos prédécesseurs et rien compris de leurs erreurs. Nous allons donc encore dépenser de l'argent pour rien et nous en avons encore moins, donc comment faire pour arriver à ne pas reproduire les mêmes erreurs ? Bien entendu, je vais vous donner quelques clés quand même, mais quand on veut développer...

Monsieur le Président

Ah ! Je vais vous dire ce que j'ai dit à Madame Jamet, Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Laissez-moi terminer et nous en discuterons après, pendant le débat. Vous me coupez la parole chaque fois que je discute. J'essaie d'intervenir sans que l'on me coupe la parole, et cela n'existe pas.

Monsieur le Président

Comme vous n'êtes pas Présidente du groupe UDI (et pour cause : vous êtes toute seule, parce qu'il n'y a pas de groupe), vous avez cinq minutes et vous avez quelques secondes pour conclure parce que cela fait déjà cinq minutes.

Anne BRISSAUD

Vous reproduisez les mêmes erreurs.

Monsieur le Président

Cela, j'ai compris.

Anne BRISSAUD

Pour développer le secteur économique, je dirais qu'en priorité il faut gagner des marchés donc il faut que nos entreprises gagnent des marchés. Pour gagner des marchés, elles doivent être performantes, plus performantes que les autres. Elles doivent pouvoir embaucher les meilleurs employés, avoir les meilleures conditions de travail, les meilleurs ingénieurs, les meilleurs techniciens, et gagner les meilleurs marchés. Aujourd'hui je pense que vous oubliez d'innover.

Est-ce que l'on a suffisamment réfléchi aux avancées technologiques, est-ce que l'on est adapté ? Je pense que le propre de l'entreprise est justement l'innovation. Laissons-les faire ce qu'elles savent faire. Nous, occupons-nous de favoriser et de lever les freins à l'innovation et à leur potentiel d'entreprendre. Vous l'aurez compris : pour moi, toute votre orientation sur la fameuse idée des EcoCités, du French Tech, etc., ce n'est que de la com et je pense que nous avons bien mieux à faire pour les entreprises que de se mettre à leur place en anticipant des besoins. Elles seront bien plus à même de nous dire ce dont elles ont besoin pour pouvoir devenir les meilleures et très compétitives sur le marché.

Monsieur le Président

J'ai tout compris, Madame Brissaud, merci de votre intervention. Je donne la parole à Madame Hart qui me l'avait demandée, que je n'avais pas notée. Après ce sont Monsieur Rouilleault et Monsieur Lussert.

Clare HART

Merci beaucoup. Bonsoir à toutes et à tous. Je voudrais juste apporter quelques précisions à ce que nous venons d'entendre, les paroles d'Anne.

Monsieur le Président

Madame Hart, je crois que vous êtes sur écoute, non ? Il y a un drôle de bruit dans votre téléphone. Parfait. Changez de micro. Madame Hart, mettez-vous à côté de Monsieur Meunier, le Maire de Lattes, vous serez bien, là. En principe il ne doit pas y avoir d'interférences avec Monsieur Meunier à côté.

Clare HART

Les ondes sont meilleures.

Au niveau des pépinières, on ne peut pas laisser dire ce que l'on vient d'écouter, ce n'est pas possible. Les pépinières Oméga, Alpha, le MIBI, le BIC, tout ce qui concerne le milieu de la création d'entreprises high-tech, innovantes aujourd'hui, nous sommes à 5 000 emplois créés, Madame Brissaud. Nous sommes à des entreprises pérennisées sur trois ans à 85 %, ce qui est beaucoup plus élevé que la moyenne. Ce n'est pas possible de dire cela. On ne peut pas dire que rien ne s'est fait.

On ne peut pas dire non plus que la French Tech ne sert à rien, que ce n'est que de la com. Je suis chef d'entreprise et je ne peux pas accepter ce type de discours. C'est du très grand n'importe quoi, il n'y a pas de fond et il y a des chiffres derrière, il y a vraiment du développement solide d'entreprises. Je suis désolée. S'il y a une chose que vraiment ici nous avons toujours su faire, c'est la création et la pérennisation de l'entreprise. Il faut nous sortir des chiffres de votre côté ; nous avons des chiffres là-dessus. Merci.

Monsieur le Président

Merci Madame Hart. Merci beaucoup. Merci, Madame Hart, de défendre avec brio la politique de Chantal Marion, Vice-Présidente. Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Je souscris concrètement à ce que vous venez de dire à l'instant. Merci à Clare Hart. Nous ne sommes pas ici pour faire des discours politiques. Nous ne sommes pas ici non plus pour régler des comptes posthumes avec Georges Frêche.

Monsieur le Président

Monsieur Rouilleault, je suis content quand vous dites cela.

Henri ROUILLEAULT

Je m'exprime de façon (en général) concise, et j'essaye pertinente, mais ce n'est pas moi qui suis juge, ce sont les autres évidemment, comme toujours.

Comme nous sommes ici pour travailler pour l'intérêt collectif, un débat d'orientations budgétaires est l'occasion d'essayer de se projeter un peu dans l'avenir, alors que nous aurons l'occasion, le Conseil suivant, de regarder chiffre par chiffre ce qu'il en est. Je voudrais dire que de mon point de vue il manque quelque chose à ce débat d'orientations budgétaires, que nous pourrions rattraper à l'occasion d'un autre Conseil : une présentation là aussi sans vote, centrale, d'un scénario de moyen terme, avec pour la Métropole un certain nombre de variables macroéconomiques. Je pense bien sûr au PIB qui au passage a augmenté de 1,1 % en 2015 après avoir augmenté simplement de 0,2 % en 2014.

Sur le PIB, l'inflation, les taux d'intérêt et aussi des variables microéconomiques qui sont nos variables à nous (l'évolution des taux d'imposition, le moment où seront prises les décisions et où commenceront les premiers travaux sur les questions relatives à de grandes infrastructures comme la ligne 5), je crois que nous avons besoin d'une vision de moyen terme. Par exemple, vers le mois de mai ou le mois de juin, lorsque nous aurons passé le vote du budget 2016 lui-même, nous pourrions avoir ce débat de moyen terme. Je sais que l'Agglo dispose de très bons services là-dessus en matière financière ; je pense que nous pouvons leur demander ce travail.

Monsieur le Président

Monsieur Rouilleault, vous avez parlé de la ligne 5. Je ne vais pas répéter ce que j'ai déjà dit quinze fois. La ligne 5 aujourd'hui a pour objet de desservir un territoire, et cela je ne le nie pas. Seulement, il faut avoir les financements adaptés, et toutes les collectivités sont les bienvenues pour nous y aider. Deuxième point : je considère avec Madame Gianiel qu'aujourd'hui, faire du tout tramway est une erreur capitale. Troisième point : il y a des secteurs sur la desserte qui doivent être rediscutés.

Henri ROUILLEAULT

Cela ne retire rien à ce que je propose.

Monsieur le Président

Vous citez la ligne 5. Je ne suis pas contre le fait de faire un réseau de desserte des populations desservies à l'origine par la ligne 5, mais à condition que ce soit tout à fait finançable dans le cadre que nous avons voté, c'est-à-dire la non-augmentation des taux d'imposition pendant la durée du mandat dans la Métropole. D'ailleurs, je reprends en cela les préconisations des commissaires enquêteurs. Je ne fais rien de plus. Mais je vais rouvrir le débat sur la ligne 5. Ne croyez pas que j'ai enterré les choses. Nous finissons la ligne 4, et je reprends le débat sur la ligne 5. Le raisonnement ne sera pas de faire du tout tramway. Ce sera de desservir les mêmes populations dans un agenda et dans un financement préétablis, dans un plan pluriannuel. Cela s'appelle la bonne gestion.

Henri ROUILLEAULT

Un plan pluriannuel compatible avec un budget pluriannuel de la Métropole.

Monsieur le Président

Si vous dites cela, c'est que nous sommes d'accord. Merci Monsieur Rouilleault. Monsieur Lussert.

Jean-Marc LUSSERT

Merci Monsieur le Président. Mes chers collègues, le DOB est pour moi le moment de reparler de l'injustice que constitue la taxe d'habitation sur le territoire de la Métropole. Je suis désolé d'insister, mais cela me paraît une injustice énorme puisque vous le savez : une taxe d'habitation est un territoire, une politique d'abattement et un taux. Aujourd'hui, du fait d'un mécanisme correcteur qui avait été introduit en 2011 pour le passage de cette taxe (reçue par le Département) en 2010 à l'Agglomération, aujourd'hui à notre Métropole, une même famille qui habite dans deux communes différentes une maison tout à fait comparable ne paye pas le même impôt.

C'est d'autant plus dommage que si la taxe d'habitation est de 82 millions d'euros pour la Métropole, je dois faire allusion à 0,5 million d'euros tout au plus, c'est-à-dire 0,5 %. Il me semble que nous pourrions corriger une injustice qui a un impact aussi faible dans le budget. Or, je vous en ai déjà parlé : le 16 juin 2014, je m'étais adressé à Max Lévida qui avait (je cite) « *proposé de corriger l'injustice qui nous avait été faite* » : si je prends la parole c'est qu'à Prades-le-Lez, nous avons eu des taux d'augmentation de 14 pour les familles sans enfant, et de 24 ou 25 pour ceux qui avaient deux enfants.

Je constate que c'est le cas aussi à Clapiers, à Grabels, à Saint Georges d'Orques, et j'ai lu récemment que ce serait le cas pour une majorité de Montpelliérains, pour ceux qui sont sans personne à charge comme le dit la loi. Je vous demande, Monsieur le Président, de prescrire une étude pour que nous sachions exactement de quoi il retourne. Je vous demande de bien vouloir m'accorder le droit d'y participer, pour que nous

soldions cette question qui paraît anodine au regard du montant qu'elle représente. Et si par conclusion il fallait demander de l'aide, peut-être que votre ami Monsieur le Premier Ministre pourrait nous aider pour nous permettre d'abolir ce mécanisme correcteur.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire de Prades. Max Léviata vous répondra. Simplement, avant qu'il ne réponde à l'ensemble des questions posées, Madame Jannin, dites-nous et dit à Madame Brissaud une fois pour toutes à quoi servent les 7,5 millions de l'EcoCité. Dites-le-lui. Elle dit que c'est de la pub.

Stéphanie JANNIN

Madame Brissaud, l'EcoCité ce n'est pas de la com, ce sont 7,5 millions d'euros qui vont être investis sur notre territoire, notamment sur l'aménagement durable en ce qui me concerne. Je cite quelques exemples : le réseau de chaleur sur Eurêka ou encore la rénovation technique des copropriétés sur laquelle la Métropole a fléché 1 million d'euros, qui généreront 19 millions d'euros de travaux pour les petites et moyennes entreprises du bâtiment sur notre territoire. Ce n'est pas de la com. Nous ne nous prenons pas en photo à la maison. Nous travaillons, nous montons des dossiers et nous avançons sur ce type de projets concrets qui permettent de générer de la richesse et du travail sur notre territoire.

Monsieur le Président

Merci Madame Jannin.

Monsieur le Président

Je passe la parole à Monsieur Léviata.

Max LEVITA

Juste deux mots. C'était pour dire à Madame Jamet que dans le texte (elle est partie mais ce n'est pas grave, comme en général on dit des stupidités il faut bien essayer de les corriger) il n'y a pas un mot de défense du Gouvernement. D'abord le Gouvernement n'a pas besoin qu'on le défende, il se défend tout seul, et en plus nous ne sommes pas à l'Assemblée Nationale ici. Des décisions ont été prises, elles sont rapportées avec les conséquences qu'elles peuvent avoir sur nous. C'est tout. Il n'y a donc pas de défense de ce Gouvernement qui n'en a pas besoin. Si, il en aurait besoin en ce moment mais ce n'est pas le lieu de le faire.

La croissance en 2015 est constatée par l'INSEE, et c'est indiscutable. Il y a bien eu 1,1 % de croissance en 2015. Le problème est de savoir ce qu'il va y avoir en 2016. Pour le moment nous sommes entre 1,3 et 1,5.

La comparaison qu'elle a faite avec Georges Frêche me remplit de la plus grande joie et je voulais le lui dire parce que cela me fait plaisir.

Troisième point : Philippe Saurel s'est engagé sur le maintien des taux. C'est bien expliqué (nous n'avons pas dit que nous ne touchions pas aux impôts) : maintien des taux parce que l'inflation en ce moment est effectivement inférieure à 1 %. Mais vu mon âge, j'ai vécu des périodes où l'inflation en France, avec le meilleur économiste de France, était de l'ordre de 15 %. Ce qui a eu lieu peut se reproduire. Ce n'est pas obligatoire mais cela peut se reproduire. Nous nous sommes engagés à éviter cela.

Les économies d'échelle et la mutualisation dont on parle beaucoup, Madame Jamet ne les voit pas. Le taux d'augmentation de la masse salariale de 0,9 %, c'est un exploit à porter au crédit du Directeur Général des Services qui arrive à tenir ce 0,9 %. C'est absolument remarquable.

Madame Brissaud, est-elle restée ? Madame Brissaud, c'est un peu étonnant parce que si vous aviez mon âge, je comprendrais votre remarque. Moi, j'ai connu Montpellier à 90 000 habitants quand j'ai commencé mes études, il y a longtemps. Aujourd'hui nous sommes à 270 000. Nous avons été multipliés par trois. C'est vrai que nous avons un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale, mais il y a des emplois, des entreprises qui ont été créées à Montpellier.

Je vous accorde que nous avons peu d'entreprises autour de 1 000 salariés. C'est vrai. Mais c'est un point que nous partageons avec l'ensemble du territoire français. En France, nous savons très peu créer des entreprises de cette taille. Néanmoins, il y a des entreprises, il y a des emplois. Justement, Madame Hart l'a indiqué mais je soutiens (Madame Chantal Marion pourrait le dire mieux que moi) : sur French Tech nous n'avons jamais dit que c'était nous qui avons créé French Tech. Jamais. Cela avait démarré avec Jean-Pierre Moure, premièrement. Deuxièmement, ce sont les entreprises elles-mêmes qui se sont prises en charge et nous, notre intelligence – notre génie faut-il dire dans ce domaine-là –, c'est de les accompagner. Nous ne les avons pas créées. Nous n'avons jamais dit que nous créions des entreprises. Si nous étions capables de créer des entreprises, moi je suis prof, j'aurais été créateur d'entreprise, j'aurais été entrepreneur comme Monsieur Nahum, le créateur de Medtech. C'est un entrepreneur. Moi, je ne suis pas un entrepreneur. Je suis un prof qui s'est égaré en politique mais c'est un autre problème.

Les pépinières, si vous dites que cela n'a pas fonctionné, vous n'êtes pas de Montpellier. Vous êtes d'Olargues ! Franchement ! Dites tout ce que vous voulez mais ne dites pas que les pépinières n'ont pas fonctionné !

Monsieur le Président

Monsieur Lévit, je suis désolé, je suis obligé de prendre la défense d'Olargues. Il n'y a pas de raison que Madame Brissaud méprise les villages de l'Hérault.

Max LEVITA

C'est vrai, moi aussi. Je retire.

Monsieur le Président

En plus, Olargues, c'est le pays des marrons. Les marrons d'Olargues. Il faut bien comprendre cela.

Max LEVITA

Il y a un très grand nombre d'entreprises, et dans le domaine du numérique il y a plus de 1 000 entreprises qui sont à l'heure actuelle recensées par Madame Chantal Marion. On ne peut pas dire qu'il n'y a pas d'entreprises. Il y en a. Il n'y en a pas assez de très grandes, mais notre travail est de les accompagner dans la mesure du possible, et c'est ce que nous essayons de faire sans faire des cocoricos ultra-importants.

Monsieur Rouilleault, j'ai fait référence à mon passé de prof : j'ai enseigné la planification pendant quarante ans, je suis navré, aujourd'hui c'est absolument épouvantable, nous sommes dans un système où l'on peut tout faire sauf de la planification. C'est impossible. On ne sait même pas ce que va être le résultat de la réforme de la dotation globale de fonctionnement. Dans ce cadre-là, comment voulez-vous ? J'en fais avec les services, nous en faisons, mais si nous les communiquons, Madame Brissaud qui n'a jamais été capable de lire ce genre de document, qui va constater des écarts, va dire que c'est une prévision, un engagement.

Monsieur le Président

Si, elle a travaillé tout l'après-midi !

Max LEVITA

Alors que c'est simplement un document de travail. Donc non, à l'heure actuelle nous sommes dans l'incapacité de vous fournir une planification sur des hypothèses tangibles. Ce n'est pas vrai. Pour rêver c'est possible, on sait faire. À l'heure actuelle je ne fais pas cela, dans les scénarios que nous mettons au point, parce que cela va être compliqué.

Enfin, Monsieur Lussert, l'injustice qui vous a été faite, je la reconnais aisément. D'abord elle a été faite par Monsieur Sarkozy et pas par Monsieur Valls : vous demandez à Monsieur Valls de corriger, il fait le maximum pour corriger les stupidités faites par le Gouvernement précédent mais elles étaient énormes. On ne souligne jamais que Monsieur Sarkozy nous a amené une dette supplémentaire de 600 milliards. Aujourd'hui on dit 2 000 milliards, 600 milliards à la charge de Monsieur Sarkozy tout seul dans ses baskets.

L'étude a été faite, Monsieur Lussert, on vous la communiquera. Vous avez un rendez-vous prévu avec nos services, la correction de l'injustice qui a été faite est compliquée, lourde, pour les autres habitants de la Métropole. Mais nous pouvons en discuter d'une manière approfondie. Je maintiens que ce projet de budget (parce que c'est un projet) est à la mesure des défis qui nous sont portés.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lévit. Simplement un mot pour terminer. Madame Marion, combien y a-t-il d'entreprises de la French Tech qui s'installent chaque année ? Montpellier est une des villes les plus attractives en France.

Chantal MARION

Chaque année, nous avons à peu près 250 entreprises, à l'heure actuelle. Il y a deux chiffres importants : en 2014, 50 millions de levées de fonds, et cette année, en 2015, 85 millions de fonds. Par respect pour les entreprises qui créent cette French Tech, je voudrais dire à Madame Anne Brissaud qui vient de temps en temps à ma commission dév éco qu'il faudrait qu'elle vienne plus souvent. Je lui ferai un cours sur la French Tech si elle le désire parce que je suis désolée mais c'est un manque de respect pour ces personnes qui créent des emplois sur notre Métropole.

Monsieur le Président

Oui, 120 entreprises par an, nouvelles, créées à Montpellier. Madame Brissaud, travailler tout seul, même dans un cadre agréable avec un jardin derrière, et avec un verre de coca glacé devant soi, c'est agréable, mais quelquefois il faut savoir travailler en groupe avec des gens qui savent vraiment les dossiers.

Je vous dis simplement quelques chiffres pour résumer un peu ce DOB. D'abord, c'est un excellent budget que nous allons proposer à vos votes, parce que c'est un budget réaliste. C'est un budget honnête, dans un contexte contraint, avec une diminution des fonds de l'État, des aides de l'Etat qui annuellement sont reconduites. Malgré le contexte contraint, nous arrivons à juguler l'augmentation d'impôt puisque pour la troisième année consécutive, elle restera à 0 % (2014, 2015, 2016). Je rappelle que les bases sont sous la responsabilité de l'État, et pas de la collectivité.

Et puis c'est un très beau budget parce qu'il permet d'économiser en fonctionnement 4 millions d'euros. Cela veut dire qu'en interne, il y a eu une gestion solide, cohérente, pragmatique, qui a permis de faire ces économies-là. Vous savez que lorsque l'on économise 1 million d'euros en fonctionnement, on peut le traduire en 12 millions d'euros en emprunt, donc en investissement. C'est la raison pour laquelle nous proposerons un budget aux alentours de 180 millions d'euros d'investissement. Ce sont des emplois, des entreprises, de l'activité. C'est à la hauteur de la Métropole.

Nous essayons de gérer en interne une grande maison, comme dit le droit « en bon père de famille », et nous essayons de reporter ces économies vers l'investissement, donc vers le travail des entreprises. Voilà quel est l'esprit de ce budget, comme celui de 2014 et comme celui de 2015. A ce jour, il n'y a qu'une seule ville en France qui tient son engagement : c'est celle de Madame Johanna Rolland, la Maire de Nantes. Je ne parle pas de la ville de Paris qui a un statut particulier, mais dans les grandes Villes il n'y a que Montpellier et Nantes qui garderont le 0 % d'augmentation des taux d'imposition pour la ville et pour la Métropole. Et je tiens à remercier Max Lévit, tous les Maires, et l'ensemble des services autour de Christian Fina.

Je ne le mets pas au vote puisque nous ne votons pas. En vous remerciant pour ce débat riche.

AFFAIRE N° 5 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA MOSSON ET DE SES AFFLUENTS SUR LES COMMUNES DE GRABELS, MONTPELLIER ET JUVIGNAC – DEMANDE D'AVENANT AU PROGRAMME D' ACTIONS DE PREVENTION DES INONDATIONS (PAPI 2) SUR LE BASSIN VERSANT DU LEZ POUR LES ANNEES 2015 A 2020 – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je passe à l'affaire 5, prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques. La parole est à Jackie Galabrun-Boulbes, Vice-Présidente.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Bonsoir. Le PAPI 2 qui a été signé le 11 décembre 2015 a été élaboré entre 2013 et 2014. Les crues exceptionnelles qui ont touché le bassin versant de la Mosson en septembre et octobre 2014 n'ont donc pas pu être prises en compte. Il a fallu très vite faire des études hydrauliques sur les communes de Grabels, Juvignac et Montpellier, et sur les cours d'eau de la Mosson et du Rieu Massel, pour pouvoir faire une demande d'avenant au PAPI 2 pour les années 2015 à 2020.

Le déroulement de ces études a été partagé par le SYBLE, les services de l'État et les financeurs potentiels. Les résultats ont été concertés avec les élus des communes concernées et les populations de sinistrés. Alors, pour chaque commune plusieurs scénarios ont été proposés. Nous en avons débattu avec les communes et ensuite en commission. Pour Grabels, il a été retenu le scénario 3 pour 3 millions d'euros qui consiste à coupler l'agrandissement du bassin G avec la suppression de quatre goullets d'étranglement à l'aval de la route de Montpellier, ce qui va donner que pour la crue d'octobre 2014 les hauteurs de submersions seront réduites de 50 à 105 centimètres, de l'amont vers l'aval.

Ensuite, pour Montpellier, le stade de la Mosson est protégé par des portes étanches qui ont une hauteur suffisante pour une crue centennale, mais six d'entre elles sur 28 au total n'offrent pas une obturation totale pour la crue de 2014. Il a été choisi le scénario 2, 1 million d'euros, qui consiste en des mesures de mitigation obturant les réseaux du stade en connexion avec la Mosson, en fermant les vides sous la tribune de la Mosson par un rideau palplanches de 100 mètres de long et de 3 mètres de hauteur. Ce dispositif n'empiète pas, bien sûr, dans le lit de la rivière.

Pour Juvignac, touché à la fois par le débordement de la Mosson au-dessus d'une digue existante, et par les apports du ruisseau de la Plaine, il a été choisi le scénario 2, 1,1 million d'euros, qui consiste en la construction d'une digue rapprochée de 460 mètres de long en amont de la route nationale 109, couplée avec un bassin de rétention à l'arrière de cette digue.

Donc cet avenant pourra permettre, avec l'accord de l'État et son financement, les aides qui sont attendues (à hauteur de 60 % : 40 % État, 20 % Région). En conséquence, je vous demande d'approuver cet avenant au PAPI 2.

Monsieur le Président

Merci Jackie Galabrun. Est-ce que quelqu'un souhaite s'exprimer ? Madame Jabado.

Claire JABADO

Bonsoir.

Monsieur le Président

Attendez. Mme Jabado, Monsieur Rouilleault. Allez-y.

Claire JABADO

Bonsoir. Cet avenant est une réponse concrète et très attendue par des centaines de Grabelois pour lesquels la mémoire des inondations est très vive. Mais je pense qu'il est très important de souligner cet esprit et le travail collectif, avec des efforts solidaires de plusieurs partenaires pour avancer sur ce dossier. Continuons ainsi pour que nous obtenions un avis favorable à la commission, en juin il me semble. Très bien, merci beaucoup.

Monsieur le Président

Merci Madame Jabado. Vous avez raison : il n'y a que la coopération qui fonctionne. Je suis d'accord. Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Bien sûr, il faut voter cette résolution. C'est le moins que nous devons aux habitants de Grabels, de Juvi-gnac, de Lavérune et de tout le secteur de la Mosson. Je voulais juste insister sur un point, sur le moyen terme : la mandature précédente avait été très préoccupée à juste titre par la basse vallée du Lez. Celle-ci va être très préoccupée par la Mosson. Il faudra que la suivante pense à la haute vallée du Lez parce que là aussi il y a des risques comme il y en a eu au ruisseau de Courtareilles, sur le secteur de la clinique du Parc, etc. Évidemment il y a des priorités, comme dans tout. Je partage celles qui sont là mais je voulais juste marquer une date pour la suite.

Monsieur le Président

Bien entendu. Personne ne souhaite s'exprimer ? Je mets aux voix l'affaire 5. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 6 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – CAPTAGES GARRIGUES BASSES ET BERANGE – ÉLABORATION DE PLANS D'AMÉLIORATION DES PRATIQUES PHYTOSANITAIRES ET HORTICOLES (PAPPH) – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES – CONVENTION FINANCIÈRE AVEC LE SYNDICAT GARRIGUES CAMPAGNE – DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 6, toujours Madame Galabrun.

Jackie GALABRUN-BOULBES

À la constatation de la dégradation de la qualité de l'eau captée par les forages de Garrigues Basses et Bérange (dans cette eau, on a trouvé des herbicides), Montpellier Méditerranée Métropole et le syndicat mixte Garrigues Campagne ont mis en œuvre une démarche de reconquête de la quantité de ressources en eau pour la mise en œuvre du programme d'action depuis mars 2015. Ce plan d'action est animé par un agent cofinancé par les deux autorités. L'outil pour accompagner les collectivités dans cette démarche est le plan d'amélioration des pratiques phytosanitaires et horticoles (PAPPH), et porte donc sur l'espace public.

Son but est de supprimer progressivement l'usage des pesticides et de diminuer les volumes d'eau utilisés dans les espaces verts. Cette démarche permet d'anticiper l'application de la loi Labbé à compter du 1^{er} janvier 2017 – la loi qui demande zéro phyto. Et les communes qui sont concernées par cette démarche sont Montaud, Saint-Drézéry, Sussargues et Saint Geniès des Mourgues, qui vont signer une convention pour s'engager dans la démarche qui sera financée à la fois par l'Agence de l'eau, le FEDER, la Métropole, le Syndicat Garrigues Campagne et les Quatre communes.

Monsieur le Président

Merci Madame Galabrun. Qui souhaite s'exprimer sur cette affaire ? Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

Bonsoir à tous. Merci pour cette délibération, mais j'aimerais savoir, à l'échelle de l'ensemble des 31 communes de la Métropole, quels sont les dispositifs que l'on met en place pour nous préparer à zéro phyto en 2017. Cela ne concerne pas que les communes qui sont sur le périmètre de captage des forages. Cette compétence était celle des communes ; maintenant, elle est assurée par la Métropole. Nous en avons discuté avec Rabii Youssous il y a déjà un moment, mais je pense que là il y a un enjeu très important, et que des expériences acquises par certaines communes peuvent être partagées. C'est un dossier qu'il est important de prendre urgemment en main.

Monsieur le Président

Nous sommes d'accord. Montpellier, pour sa part, a déjà acté cela, mais d'autres aussi, Pérols l'a fait aussi.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Pérols aussi.

Monsieur le Président

Saint Jean de Védas également, Surssargues aussi. C'est bien de pouvoir l'étendre. Je vous propose de l'étudier.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Monsieur le Maire de Pérols précise qu'il a trois rainettes. Il faut savoir qu'il y a des panneaux, des labels que l'on peut afficher aux entrées des villes.

Monsieur le Président

Je vous propose de le mettre à l'ordre du jour de la prochaine conférence des VP.

Je mets aux voix l'affaire 6. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°7 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES – MODERNISATION DU PARC DES DECHETTERIES DE LA METROPOLE – APPROBATION DU PROGRAMME ET DU MONTANT DE L'OPERATION – MARCHE N° 3559GD14 DE MAITRISE D'ŒUVRE – ÉLECTION DU JURY DE MAITRISE D'ŒUVRE – DEMANDE D'AIDES FINANCIERES

Monsieur le Président

7, prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public. Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Il est question dans cette délibération des déchetteries qui sont au nombre de vingt sur notre Métropole. Nous avons rénové cette année celle de Castelnau-le-Lez qui a servi de pilote à toutes les rénovations que nous voulons faire – nous avons donc décidé de rénover dans le cadre de ce mandat les vingt déchetteries que nous avons. Nous avons choisi celles de Baillargues et de Lavérune pour un premier jet cette année, pour un budget de 590 000 euros hors-taxes. Nous continuerons année par année à les moderniser les unes après les autres. Le budget global sera de 5,8 millions.

Nous allons commencer cette rénovation totale des vingt déchetteries par la partie haute, c'est-à-dire celle qui est accessible par les personnes qui amènent leurs déchets dans la déchetterie, en faisant attention en particulier à quelque chose que nous avons mis en place à Pérols (pas à Pérols excusez-moi, à Castelnau-le-Lez), qui fonctionne très bien, c'est la mise aux normes des quais d'accès pour que ce soit plus simple pour les personnes à déverser dans les bacs. Bientôt à Pérols, ne vous inquiétez pas les Péroliens ! C'est sûrement un message subliminal de votre Conseiller général. On va apporter plus facilement les déchets dedans. Il faut créer un jury : des propositions vont vous être faites sur l'écran en face de vous et nous retiendrons les candidatures différentes que le Président va vous proposer. Monsieur le Président, à vous.

Monsieur le Président

Je vous propose Madame Isabelle Guiraud, Monsieur Arnaud Moynier, Monsieur Henri De Verbizier, Monsieur Jean-Marc Lussert, et Monsieur Pascal Krzyzanski en titulaires, et en suppléants Monsieur Ségura, Madame Destailats, Monsieur Savy, Monsieur Barral et Madame Chantal Lévy. Oui, Monsieur Moynier ?

Arnaud MOYNIER

Monsieur le Président, bonsoir, chers amis, chers collègues. Une petite parenthèse rapide. C'est une très bonne chose de remettre les déchetteries à niveau. Pour en avoir une sur la commune de Beaulieu, je remarque juste que cela fait quelques années que nous avons beaucoup d'incivilités sur ces zones-là. Je demande que l'on mette des caméras. J'avais même proposé à l'époque à l'agglomération de les payer moi-même, ma commune, et de vous en faire profiter.

Monsieur le Président

Monsieur Moynier, je vous arrête, je suis favorable à cela.

Arnaud MOYNIER

Merci. Deuxième petit point, c'est un détail : aujourd'hui, si vous allez à la déchetterie par exemple dans le Pays lunellois, on vous demande une carte d'accès. Et pour être en périphérie de la Métropole, nous avons pas mal de communes de la Communauté de Lunel qui viennent sur nos déchetteries sans faire de demande. Je sais que nous sommes très solidaires, mais cela les abîme pas mal puisque de plus en plus de personnes viennent les côtoyer. L'usure vient certainement de là aussi. C'était un petit détail. Merci.

Monsieur le Président

Si cela n'ennuie pas Monsieur Krzyzanski, je souhaiterais le remplacer par Madame Barthas puisque c'est sa délégation à la ville et c'est plus important qu'elle y soit. Donc en titulaires : Guiraud, Moynier, De Verbizier, Barthas, Lussert ; et en suppléants : Ségura, Destailats, Savy, Barral, Lévy-Rameau. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°8 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE EN CHARGE DES ETUDES DE CONCEPTION DU PROJET, DE LA REALISATION DE MISSIONS COMPLEMENTAIRES D'ASSISTANCE AU MAITRE D'OUVRAGE ET DU SUIVI DES MARCHES DE TRAVAUX ET D'EXPLOITATION DU CENTRE DE TRI DEMETER – ATTRIBUTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 8 : prévention et valorisation des déchets, Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Avant de passer à l'affaire suivante, je réponds à notre collègue. Les caméras sont prévues dans les réaménagements, c'est ce que nous avons mis à Castelnau, et normalement, l'accès aux déchetteries est contrôlé par la présence de la carte Pass. J'ai bien dit normalement. Nous allons nous arrêter là.

Conception du projet, réalisation de missions complémentaires d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour Demeter. Écoutez, je crois que ces derniers temps nous avons parlé beaucoup de ma délégation en fonction de la collecte des déchets ménagers, qui s'améliore de semaine en semaine.

Monsieur le Président

Absolument !

Cyril MEUNIER

Ainsi que de la propreté sur Montpellier : nous en parlions avec Valérie à qui je rends hommage parce qu'elle a fait un travail ! Les Montpelliérains, vous aimez bien applaudir : là vous pouvez applaudir Valérie Barthas parce qu'elle a fait un boulot !

Cyril MEUNIER

Je ne l'ai pas prévenue donc ce n'est pas elle qui m'a demandé. On papotait derrière mais il est vrai qu'elle a fait un boulot et ce n'était pas marrant de passer deux mois à se faire engueuler – cela a été aussi mon cas sur les autres villages. Ce n'est pas simple.

Il faut que vous compreniez tous que nous avons changé cela : d'abord sur 5 millions d'habitants c'est énorme, et nous sommes les seuls assez fous pour le faire d'un seul coup. Nous ne l'avons pas fait pour rien. Nous ne l'avons pas fait exclusivement pour faire des économies qui sont très chères à mon copain Max ; nous l'avons fait parce qu'il est important que tout un chacun comprenne aujourd'hui qu'il faut trier.

Si nous voulons que ce tri ne soit pas lettre morte, il faut que nous ayons les outils derrière sur lesquels nous allons investir la recette de la TEOM. On me demande souvent : « *Où passe la recette de la TEOM ?* » La recette de la TEOM passe dans l'aménagement des déchetteries et dans l'amélioration de Demeter, son agrandissement, au travers de son agrandissement évidemment l'augmentation de ses capacités de tri et de gestion de tonnages plus importants, mais également l'acquisition de matériel plus performant pour faire du tri beaucoup plus précis et pouvoir demain matin offrir aux entreprises dont c'est le métier des capacités de venir chercher des tonnages suffisants. Elles doivent pouvoir venir s'installer en particulier sur nos fameuses barquettes alimentaires et nos films plastique mou qui aujourd'hui ne sont pas collectés sur le territoire. Nous ne sommes pas aujourd'hui en capacité d'offrir des tonnages suffisants pour qu'économiquement des entreprises qui travaillent dans d'autres pays d'Europe, aussi de l'Est de la France, puissent venir s'installer ici.

Cela créera aussi des emplois : il n'y a pas que la French Tech qui crée des emplois, même si la French Tech crée énormément d'emplois, et d'ailleurs la French Tech vient jouer son rôle aussi dans la gestion du développement durable et des ordures ménagères. Notre rôle ici n'est pas négligeable, et là nous allons passer la mission complémentaire d'assistance et maîtrise d'ouvrage pour le suivi de cet agrandissement et de cette modernisation de notre centre de tri Demeter.

Nous ne reposons pas sur rien. Je vous rappelle qu'il y a un peu plus de dix ans, nous jetions toutes nos ordures ménagères au Thôt, sur la bonne commune de Lattes, aux abords de Villeneuve-lès-Maguelone, à ciel ouvert. Je peux vous dire qu'en dix ans, nous avons fait énormément de boulot. Rappelons que Demeter est la deuxième usine de tri en France après celle de Dunkerque. Rendons hommage au Maire de Dunkerque de l'époque. Le coût, c'est 764 869,38 euros hors-taxes. Je pense tout vous avoir dit. Je me tiens à votre disposition si vous voulez savoir autre chose.

Monsieur le Président

Merci Cyril Meunier. Qui souhaite poser une question au rapporteur ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N°9 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – CONTRAT D'AMELIORATION DES COLLECTES SELECTIVES SUR LES RESIDENCES UNIVERSITAIRES AVEC ÉCO-EMBALLAGES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 9.

Cyril MEUNIER

Affaire 9, elle est peut-être un peu plus petite en somme, mais elle est aussi importante : nous allons passer avec les cités universitaires, 5 000 étudiants sur cinq résidences universitaires, toute une action d'amélioration de la collecte sélective dans les résidences universitaires avec l'organisme (j'ai un trou de mémoire) Eco-emballages qui nous accompagne. Le coût, c'est 35 810 euros hors-taxes : la Métropole à hauteur de 26 400 euros maximum et le reste est donné par Eco-emballages et la démarche nationale qu'il mène.

Monsieur le Président

Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

C'est un sujet qui m'est cher aussi. Merci pour cette proposition au niveau des résidences universitaires, mais je pense que ce travail pédagogique de sensibilisation au niveau du tri, nous en avons parlé, il est à nouveau à faire sur l'ensemble de la Métropole auprès de l'ensemble de nos concitoyens. Parce que vraiment, je le constate dans ma commune : il y a encore d'énormes efforts à faire. Je ne sais pas quelle est la bonne démarche. C'est sûr qu'en fonction des types de publics, étudiants ou autres, il y a des choses à adapter, mais cet effort sur le tri, en accompagnement des mesures prises sur la collecte, est encore à faire, je pense.

Monsieur le Président

Oui, Monsieur Meunier ?

Cyril MEUNIER

Isabelle, tu as entièrement raison, il est totalement à faire. Nous avons des messagers du tri. Nous avons des offres que nous proposons à tous les niveaux. Nous nous mettons un petit peu dans la contrainte avec cette collecte qui devient une seule collecte par semaine sur la poubelle grise, mais cela ne suffit pas. Il faut que nous arrivions à mobiliser tout le monde et là je vais être très honnête avec vous. Si nous, les communes, nous ne venons pas avec nos services pédagogiques, avec nos services jeunesse, avec l'ensemble de nos services, en appui du service de la Métropole, nous n'y arriverons pas. Il ne faut pas se dire que c'est une compétence qui est maintenant et depuis longtemps métropolitaine pour se dire que ce n'est pas notre fait. Il est aussi nécessaire que dans tous nos moyens de communication, dans toutes nos actions au niveau des communes nous rappelions au quotidien en permanence (y compris par la sanction) les différents modes opératoires pour les encombrants comme pour les biodéchets, etc. Et puis il y a un élément, vous allez dire que c'est mon dada, mais il est vrai que les tests...

C'est toi, ton dada ? Mais en fin de compte, tu m'en as pris trois. N'oubliez pas les tubes. Et contrairement à ce que certains Maires m'ont dit (« *Cela doit puer, ton truc !* »), cela ne pue pas et cela permet aux gens

d'amener les biodéchets qu'ils ne souhaitent pas garder chez eux. Parce que les gens ne souhaitent pas garder leurs biodéchets chez eux. Ils pensent que cela va leur apporter des rats, des bêtes. Quand on leur apporte un point d'apport volontaire (le tube en question), on augmente à peu près de cinq à dix le volume collecté sur un seul et même quartier. Je vous attends tous, avec vos propositions.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Meunier. Madame Barthas.

Valérie BARTHAS-ORSAL

Je voulais dire qu'avant d'étendre le tri sélectif à toutes les cités universitaires, nous avons testé la cité universitaire Vert-Bois. Le Directeur de la cité du Vert-Bois, qui s'appelle Monsieur Boukelkoul, est très satisfait car les étudiants sont très motivés. En quelques mois nous avons assisté à une inversion des ratios, c'est-à-dire que nous sommes passés pour chaque îlot de résidence de trois bacs OM accompagnés d'un bac de tri sélectif à aujourd'hui un ou deux bacs OM avec deux ou trois bacs de tri sélectif. La sauce est en train de vraiment prendre.

Dans les projets à venir, nous allons travailler sur la pédagogie, mais cela va être un long travail. On ne peut pas gérer actuellement tout le changement de collecte, tout le nouveau contrat, la pédagogie liée au tri sélectif et à la propreté de la ville et des villages, mais c'est dans les cartons pour les mois à venir. Je voulais répondre à Isabelle Touzard : avec la Métropole nous allons anticiper le départ des étudiants et nous allons faire en compagnie de Cyril Meunier une information, pas auprès des cités universitaires car elles sont assez autonomes, mais auprès des résidences universitaires privées. Par exemple à Montpellier, nous avons énormément d'étudiants au niveau de la résidence Proby, et également des Universités et des écoles supérieures. Voilà. Mais ce sera un travail à refaire tous les ans, nous le savons. Merci.

Monsieur le Président

Merci Madame Barthas. Je mets aux voix l'affaire numéro 9. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 10 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – SIERNEM (SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ÉLECTRIFICATION DE LA REGION NORD-EST DE MONTPELLIER) – ÉLECTION

Monsieur le Président

Affaire 10 : organisme extérieur SIERNEM, il s'agit là de procéder à l'élection d'un des membres de l'assemblée. Je propose la candidature de Vincent Haluska pour représenter la ville de Montpellier. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 11 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – SYMBO (SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DE L'OR) – ÉLECTION

Monsieur le Président

Affaire 11 : il s'agit là du SYMBO. Il convient de procéder à l'élection d'un de ses membres. Je vous propose la candidature de Monsieur Joël Raymond, Maire de Montaud. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 12 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – DESIGNATIONS

Monsieur le Président

Affaire 12 : il s'agit là aussi de désignations. À la suite de la démission de Madame Phouthasang de son mandat de Conseillère métropolitaine, il s'agit de la remplacer dans un certain nombre de commissions : pour la commission des délégations de service public du Zénith et du Corum, pour la régie des eaux de Montpellier, pour la SAEML SFMA, pour le lycée professionnel Jules-Ferry, pour la commission d'indemnisation à l'amiable et pour le collège François-Rabelais de Montpellier.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 13 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – POLE CHIMIE BALARD – CONSEIL DE GESTION DE LA FONDATION CHIMIE BALARD ET COMITE DE PILOTAGE DU POLE CHIMIE BALARD – DESIGNATION

Monsieur le Président

Pour le pôle chimie Balard, c'est l'affaire 13, je vous proposerai la candidature de Chantal Marion. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 14 : HORS COMMISSION – PARC GERARD-BRUYERE – ÉQUIPEMENTS D'INTERET METROPOLITAIN – MODIFICATION DE LA LISTE DES EQUIPEMENTS TRANSFERES – MODALITES DE TRANSFERT – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 14, c'est le transfert du parc Gérard-Bruyère dans la Métropole. Qui souhaite s'exprimer ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 15 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE METROPOLE – MODIFICATION DE LA COMPOSITION

Monsieur le Président

Affaire 15, commissions du Conseil de Métropole. Il convient donc d'actualiser la composition des commissions (c'est le retrait de Madame Phouthasang), d'intégrer Madame Roussel-Galiana dans la liste des élus métropolitains, et d'intégrer aussi les modifications demandées pour la commune de Saint Jean de Védas.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 16 : HORS COMMISSION – ACCORDS-CADRES N° 3982CO15 POUR L'IMPRESSION DES DOCUMENTS DE COMMUNICATION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – MODIFICATION POUR LE LOT N° 7 – AUTORISATION DE SIGNER CET ACCORD-CADRE

Monsieur le Président

Affaire 16 : Monsieur El Kandoussi, dites-nous un mot sur les marchés, sur l'impression des documents de communication.

Abdi EL KANDOUSSI

Monsieur le Maire, mes chers collègues, une simple régularisation. Une entreprise avait été retenue par la commission d'appel d'offres de la Métropole, ensuite validée par une délibération le 12 novembre 2015. Cette entreprise n'a pas fourni les pièces administratives, fiscales et sociales, donc nous n'avons pas pu contractualiser avec elle. Il est proposé de passer à la quatrième entreprise qui est l'entreprise Superplan à la place de TG Diffusion. Nous régularisons cette manipulation par cette délibération, tout simplement.

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 17 : HORS COMMISSION – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER – AUTORISATION DE LANCEMENT ET DE SIGNATURE – MARCHE N° 4634RI16 DE DEVELOPPEMENT ET D'ACCOMPAGNEMENT SUR LES LOGICIELS LIBRES DE LA PLATEFORME E-SERVICES MUTUALISEE

Monsieur le Président

Affaire 17, Madame Marion dites-nous un mot.

Chantal MARION

Il s'agit d'une convention constitutive du groupement de commandes entre la Métropole et la ville de Montpellier avec une autorisation de lancement et de signature. Afin de rationaliser des investissements et de réaliser des économies, la Métropole et la ville de Montpellier ont décidé de constituer un groupement de commandes conformément à la convention du Code des marchés publics. La procédure de mise en concurrence sera conforme, évidemment, au Code des marchés publics. Le marché est constitué de deux lots : un lot 1 pour le développement et la maintenance, et un lot 2 pour l'accompagnement.

Le marché sera sans montant minimum et maximum, avec une estimation globale pour la durée de marché de 420 000 euros hors-taxes, sachant que pour la ville de Montpellier le lot 1 sera de 110 000 euros, et pour la Métropole le lot 1 sera de 120 000 euros. En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir autoriser l'établissement d'un groupement de commandes, et d'autoriser Monsieur le Président à effectuer cela conformément au Code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 17. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 18 : HORS COMMISSION – SYNDICAT HERAULT ÉNERGIE – ENFOUISSEMENT DES RESEAUX – CONVENTION DE COMAÎTRISE D’OUVRAGE SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE PIGNAN ET GRABELS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 18, Monsieur Youssous, enfouissement des réseaux, convention de co-maîtrise d’ouvrage sur le territoire des communes de Pignan et de Grabels.

Rabii YOUSSEUS

Le Syndicat mixte Hérault Energie est autorité concédante des réseaux électriques sur 24 communes de la Métropole. A ce titre, il est amené à réaliser des travaux d’enfouissement sur ces réseaux. Dans la poursuite des projets communs, la Métropole souhaite enfouir des réseaux électriques d’éclairage public, de télécommunications, à l’occasion des travaux de voirie engagés sur Pignan et Grabels. Les conventions proposées confient les travaux au Syndicat Hérault Energie. Le coût net de la charge de la Métropole est de 122 565 à Pignan et 54 163 euros à Grabels.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Youssous. Nous travaillons très bien avec le Département de l’Hérault. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N° 19 : HORS COMMISSION – COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS – DOSSIER D’ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D’UTILITE PUBLIQUE VALANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU POUR LA CREATION D’UN POLE MEDICAL – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 19, commune de Saint Jean de Védas, dossier d’enquête préalable à la déclaration d’utilité publique sur le PLU. Il s’agit là de l’implantation sur le site des Jasses, à Saint Jean de Védas, à l’entrée de la commune pour y installer... Madame Marion.

Chantal MARION

La clinique Saint-Jean, Monsieur le Président. Nous sommes dans le même schéma que la clinique Saint-Roch. La clinique Saint-Jean manque de place : c’est dans le but d’implanter cette clinique Saint-Jean, mais avant évidemment il y a un dossier d’enquête préalable à la déclaration d’utilité publique pour l’aménagement public. La réalisation de ce projet nécessite entre autres la réalisation d’aménagements viaires et hydrauliques sur le site, et surtout un bassin de rétention qui permette de recueillir les eaux de ruissellement. Il va falloir évidemment changer également le plan local d’urbanisme, le PLU. Ce site est en zone agricole et doit donc passer en zone constructible, sous autorisation du Préfet. Ce site est d’utilité publique. Il faut que vous sachiez que la clinique Saint-Jean, ce sont 30 000 mètres carrés de surface au sol, plus 10 000 mètres carrés pour tout ce qui est administratif. Cela représenterait 330 lits en plus, ce qui est donc un projet très important pour la Métropole.

Monsieur le Président

Deux grandes cliniques qui sont installées non loin de l’autoroute, au Sud de la Métropole, et le CHU au Nord. Et une à l’Est : la clinique du Parc. Cela permet d’avoir une couverture extrêmement efficace en

termes de santé publique si l'on tient compte du fait que ces quatre établissements (et je ne parle pas de la clinique mutualiste que je peux ajouter à la somme des quatre premières) permettent de couvrir l'ensemble de la Métropole. Madame le Maire de Saint-Jean.

Isabelle GUIRAUD

Monsieur le Président, mes chers collègues, juste un petit mot pour remercier infiniment les services de la Métropole de travailler de manière extrêmement efficace sur ce dossier qui, vous l'imaginez, est d'une très grande importance pour la commune de Saint Jean de Védas. « Clinique Saint-Jean », le nom était peut-être prédestiné ! En tout cas un dossier lourd administrativement, donc merci à la Métropole pour toute l'aide qu'elle nous apporte.

Monsieur le Président

C'est un plaisir, Madame le Maire, de répondre à cette demande qui est importante pour l'ensemble du territoire métropolitain. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 20 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – SOUTIEN AUX METIERS D'ART – SALON OB'ART A MONTPELLIER – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 20 : soutien aux métiers d'art, salon Ob'Art. Dites-nous un mot sur Ob'Art, Madame Marion. C'est joli, comme nom !

Chantal MARION

Ob'Art est une organisation professionnelle des métiers d'art qui fédère plus de 6 000 artisans d'art, artistes et manufactures également. L'Atelier d'art de France organise donc le salon Ob'Art, et le concept du salon Ob'Art est très important. L'année dernière, il se tenait à Bordeaux, cette année évidemment il va se tenir à Montpellier. L'édition 2016 va se dérouler du 18 au 20 mars 2016. Cette manifestation est d'un budget global de près de 250 000 euros. Ce concept du salon Ob'Art a une renommée non seulement nationale mais mondiale. C'est un haut niveau de sélection des exposants. Il y a une scénographie importante, des supports et un plan. Le lieu et l'emplacement mérités : évidemment, il se tiendra au Corum, au niveau de l'esplanade.

En ce qui concerne cette manifestation et le budget, il faut que vous sachiez que la chambre syndicale demande donc à la ville de Montpellier de soutenir ce projet. Le projet de convention tripartite a pour objet de définir le cadre de la collaboration entre Ateliers d'art de France, la Métropole et la ville. Une subvention de 36 850,50 euros est demandée à la Métropole et est proposée à l'organisateur Ateliers d'art de France pour l'édition 2016. C'est incontournable. C'est un très bel événement sachant que l'artisanat et l'art sont quelque chose que l'on exporte même à l'international, et c'est pour Montpellier un événement d'exception.

Monsieur le Président

Merci Madame Marion. C'est un contrat que nous remplissons avec Ateliers d'art de France, qui a commencé par la mise à disposition aux Ateliers d'art de France de la chapelle de la Visitation, complétée par un circuit d'artisans d'art et un salon, le salon Ob'Art. Cela permet de faire venir l'artisanat d'art, qui est une des branches de l'artisanat. Merci Madame Marion. Je mets aux voix.

Chantal MARION

Qui participe à un pilier de la Métropole.

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 21 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – MIPIM 2016 – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA SAAM ET LA SERM – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 21, MIPIM, c'est annuellement la manifestation qui expose l'ensemble des grands projets d'urbanisme des villes dans le monde et qui se tient à Cannes, sur la Croisette.

Qui veut des explications auprès de Madame Marion ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 22 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ADULLACT ET CUSMA – ASSOCIATIONS DANS LE DOMAINE INFORMATIQUE – ADHESIONS – DESIGNATION DU REPRESENTANT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 22, il s'agit là d'ADULLACT et CUSMA, associations dans le domaine informatique. Il est proposé de désigner un représentant pour siéger au sein des assemblées générales de ces deux associations, et je vous propose la candidature de l'inévitable Chantal Marion.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 23 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL – MISSION D'AFFAIRES CANADA (QUEBEC, SHERBROOKE), USA (AUSTIN, ORLANDO) – PARTICIPATION A LA SEMAINE DU NUMERIQUE A QUEBEC – SIGNATURE D'ACCORDS TECHNOLOGIQUES AVEC LES VILLES D'AUSTIN, ORLANDO ET SHERBROOKE – FINANCEMENT DE LA MISSION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 23, développement international. Qui demande des explications à Madame Marion pour les missions d'affaires au Québec et à Sherbrooke, Austin et Orlando ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 24 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL – ORGANISATION D’UNE MISSION D’AFFAIRES FILIERE VITICOLE A CHENGDU / QING-DAO (CHINE) DU 20 AU 30 MARS 2016 – FINANCEMENT DE LA MISSION – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 24, organisation d’une mission d’affaires filière viticole à Chengdu. Qui veut des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 25 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MISSION D’ELABORATION DU PLAN LOCAL D’URBANISME INTERCOMMUNAL (PLU) DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – DESIGNATION DU PRESTATAIRE « ASSEMBLIER » – AUTORISATION DE LANCEMENT DE LA CONSULTATION N° 4043 BISUH16 – AUTORISATION DE SIGNATURE DU MARCHE

Monsieur le Président

Affaire 25 : mission d’élaboration du plan local d’urbanisme intercommunal de Montpellier Méditerranée Métropole, désignation du prestataire assembleur. Qui demande des explications auprès de Madame Jannin ? D’ailleurs, elle va en donner quelques-unes parce que c’est important, cette affaire.

Stéphanie JANNIN

Si vous le permettez Monsieur le Président, je vais donner un chapeau général sur les trois prochaines affaires. Vous savez que nous mettons en place le PLU intercommunal qui va donc s’appliquer sur l’ensemble des communes de la Métropole, et nous avons, le 12 novembre, voté ici même l’engagement de l’élaboration de ce PLU intercommunal qui recouvre deux enjeux. Ils ne sont pas hiérarchisés les uns par rapport aux autres.

Le premier est de traduire les projets communaux de chacune des communes de la Métropole, et traduire les enjeux et les grandes orientations stratégiques que nous coconstruisons cette année avec les élus dans le cadre de la démarche Montpellier Métropole Territoire. Nous nous sommes déjà rassemblés autour d’un certain nombre d’ateliers, dans les villages de la Métropole, et je remercie tous les élus qui y ont participé.

Cette démarche va s’appuyer bien sûr sur les sept piliers stratégiques qui ont été mis en place, mais aussi sur les quatre objectifs fondamentaux de l’aménagement de notre territoire que sont la préservation de la biodiversité, de notre richesse environnementale, la question de l’adaptation de notre aménagement aux facteurs de vulnérabilité notamment climatiques (je pense à la question hydraulique mais pas seulement, également à la question caniculaire), d’accompagner les évolutions démographiques attendues (vous l’avez rappelé, notre territoire est soumis à une croissance démographique importante, mais je le répète : aujourd’hui plus liée à notre solde naturel que migratoire – l’enjeu de ce projet d’aménagement du territoire est bien de loger principalement nos propres populations), et enfin bien sûr de renforcer le développement économique.

Alors, dans cette perspective, nous travaillons à la mise en place du PLU intercommunal. Les trois affaires suivantes sont différents marchés. Le premier est le marché assembleur, c’est-à-dire une équipe de prestataires, bureaux d’études, urbanistes, qui va travailler à l’assemblage de ces différentes versions communales du PLU, un marché sur les études environnementales puisqu’aujourd’hui nous sommes soumis à l’obligation de faire des études environnementales spécifiques, et enfin la troisième affaire concerne les marchés sur les secteurs du SCoT. Chaque secteur défini dans le SCoT se voit attribuer un prestataire qui travaillera plus spécifiquement sur cette partie de la Métropole.

Monsieur le Président

Merci Madame Jannin. Voilà une action de la Métropole prise en intégralité sur le budget métropolitain, qui se rapporte à chacune des 31 communes. Je mets aux voix l'affaire 25. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 26 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MISSION D'ETUDES ENVIRONNEMENTALES POUR L'ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUI) DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METRO-POLE ET POUR DES EVOLUTIONS DE PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) COMMUNAUX N° 4050UH15 – DESIGNATION DU PRESTATAIRE ENVIRONNEMENTAL – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

L'affaire 26 : qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 27 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MISSION DE CONTRIBUTION A L'ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUI) ET DES PLU COMMUNAUX A L'ECHELLE DES SECTEURS DU SCOT N° 4049UH15 – DESIGNATION DES PRESTATAIRES DE SECTEUR – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 27 : qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

AFFAIRE N° 28 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ÉTUDE URBAINE DE L'INTERFACE GRABELS-MONTPELLIER – CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA VILLE DE GRABELS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 28 : étude urbaine de l'interface Grabels-Montpellier, convention de groupement de commandes avec la ville de Grabels. Qui demande des explications auprès de Stéphanie Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 29 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SECTEUR DE LA MOGERE – COMMUNE DE MONTPELLIER ET DE LATTES – URBAN PARK – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA RESSOURCE GEOTHERMALE AVEC LA SAAM ET EDF OPTIMAL SOLUTION – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 29, secteur de la Mogère, commune de Montpellier et de Lattes, Urban Park, qui veut des explications auprès de Stéphanie Jannin rapporteur ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 30 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ECOCITE – CONCESSION D’AMENAGEMENT ROUTE DE LA MER – COMMUNES DE LATTES ET DE PEROLS – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SOCIETE D’AMENAGEMENT DE L’AGGLOMERATION DE MONTPELLIER (SAAM) – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 3 : EcoCité, concession d’aménagement route de la Mer, communes de Lattes et de Pérols. Qui souhaite des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 31 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MONTPELLIER – SECTEUR SAINT LAZARE – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET SOGEPROM SUD REALISATION – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 31, secteur Saint-Lazare, c’est pour l’îlot des Marbriers. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 32 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE MONTPELLIER – SECTEUR SAINT-ÉLOI – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET SOGEPROM SUD REALISATIONS – OPERATION SISE 54 AVENUE DU PROFESSEUR-GRASSET A MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 32, c’est le secteur de Saint-Éloi, le PUP, projet urbain partenarial. Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Le taux de logements sociaux est particulièrement bas, cela a été pointé en commission. Je pense que quand il y a des taux particulièrement bas, très loin des 30 % de la Métropole, il faut que les raisons soient indiquées. Merci.

Monsieur le Président

De combien est le taux ?

Stéphanie JANNIN

Je n’ai pas le calcul précis, nous l’avons vu en commission. Le taux de logement social correspond à la servitude de mixité sociale. Il n’y a aucun facteur anormal sur cette opération par rapport à d’autres opérations montpelliéraines.

La servitude de mixité sociale à Montpellier n’est pas à 30 % sur toutes les opérations. Chacun règle sa servitude de mixité sociale sur sa commune, évaluant différents taux. Nous ne sommes pas en ZAC, nous sommes dans la réalité des opérations privées sur lesquelles nous avons déjà eu une intervention de la collectivité pour demander de faire du logement social.

Monsieur le Président

Monsieur Rouilleault, vous devriez dire : « *Dans une opération dans le tissu diffus privé, je vous félicite, Madame Jannin, d'avoir obtenu sept logements sociaux !* », parce que le promoteur n'était pas obligé. Nous sommes dans le tissu privé. Ce sont des accords passés entre la ville et les promoteurs. Moi, je vous le dis, Madame Jannin. Merci, Madame Jannin !

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 33 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE MONTPELLIER – CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DES EQUIPEMENTS PUBLICS A REALISER DANS LE CADRE DU PUP (PROJET URBAIN PARTENARIAL) – QUARTIER CONSULS-DE-MER SECTEUR MOULIN DES SEPT CANS – PETIT TRAIN – CONCESSION D'AMENAGEMENT NOUVEAU GRAND-CŒUR 2013-2020 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 33 : commune de Montpellier, convention pour le financement des équipements PUP, quartier Consuls-de-Mer. Qui veut des explications auprès de Madame Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 34 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MISE EN ŒUVRE D'UN PROJET AGRIENVIRONNEMENTAL ET CLIMATIQUE (PAEC) HERAULT DOMITIA – SITE NATURA 2000 N° 9112020 PLAINE DE FABREGUES POUSSAN ET CAPTAGE DU FLES – PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'HERAULT – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 34, mise en œuvre d'un projet agrienvironnemental et climatique. Allez-y, Madame Jannin.

Stéphanie JANNIN

Pour ceux qui ont eu le courage de lire cette délibération, elle est assez complexe dans sa rédaction. Je vais essayer de vous en faire un résumé.

Monsieur le Président

Une exégèse !

Stéphanie JANNIN

Il s'agit là d'approuver les PAEC. Les PAEC sont les projets agroenvironnementaux et climatiques. C'est un outil mis en place par la Région pour conduire les subventions européennes du FEADER, le fonds sur l'agriculture et l'environnement, fonds d'aide européen au développement environnemental et rural. Ici, nous est proposé (une fois que l'on a compris le sens de ce qui était demandé) d'approuver ces PAEC, ces projets agroenvironnementaux et climatiques, sur deux actions principales qui nous concernent directement, que sont la zone Natura 2000, plaine de Fabrègues, et également la question de la protection de la zone de captage qui alimente Villeneuve-lès-Maguelone.

Monsieur le Président

Parfait, très clair. Qui veut d'autres explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 35 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SITE NATURA 2000 N° FR9112020 PLAINE DE FABREGUES POUSSAN – MISE EN ŒUVRE ET ANIMATION DU DOCUMENT D'OBJECTIFS – DEMANDE DE SUBVENTION 2016 – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 33, site Natura 2000, pleine de Fabrègues Poussan. Non, 35 ! Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 36 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ORGANISMES EXTERIEURS – PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL (PCAET) – TRANSITION ENERGETIQUE – ASSOCIATION DES COMMUNES FORESTIERES DE L'HERAULT – ADHESION – DESIGNATION

Monsieur le Président

Affaire 36, organisme extérieur, plan climat air énergie territorial, transition énergétique, qui demande des explications à Madame Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Nous proposons la candidature de Monsieur Jaoul. Il s'agit là de l'Association des Communes Forestières. Alors, pourquoi nous nous inscrivons dans les communes forestières de l'Hérault, qui est présidée par mon ami l'ex-Conseiller départemental Francis Cros ? Parce que Francis Cros s'occupe du parc national du Haut-Languedoc, qui est à cheval sur les hauts cantons de l'Hérault et sur le Tarn. Notamment pour la centrale de trigénération, nous achetions le bois énergie en PACA. Grâce au Parlement des territoires, nous avons rencontré un certain nombre d'acteurs locaux, régionaux, départementaux, et nous nous sommes inscrits dans l'Association des Communes Forestières ; dorénavant nous prendrons le bois dans les hauts cantons de l'Hérault. C'est tout simple.

Je remercie Laurent Jaoul d'avoir accepté cette mission et je le charge de saluer tous les Maires des hauts cantons qui sont pour un certain nombre des amis très chers, en particulier Francis Cros. Monsieur Jaoul.

Laurent JAOUL

Je voudrais ajouter un petit mot pour vous dire que Francis Cros m'a demandé de vous faire part de la prochaine Assemblée générale qui se tiendrait dans les locaux de la Métropole. Ce serait symboliquement un geste fort. Il me dit que l'Assemblée générale regroupe une quarantaine de Maires.

Monsieur le Président

Vous pouvez lui dire que c'est d'accord.

Laurent JAOUL

Je lui transmettrai, merci.

Monsieur le Président

Mais vous savez, cela ne date pas d'aujourd'hui : Francis Cros a toujours travaillé avec Montpellier. Lorsqu'il était Conseiller général avec moi, nous avons organisé à plusieurs reprises des visites de la ville de Montpellier, notamment du quartier d'Antigone, sous prétexte de médiathèque Émile-Zola, d'Archives départementales et d'histoire, ce qui a permis à un certain nombre de Maires dits « de la montagne », puisqu'ils s'appellent de cette façon-là, de visiter la ville de Montpellier.

Vous savez, quand nous sommes arrivés au Conseil général avec André Vézinhet, en 1998, il y avait beaucoup de fonctionnaires du Département qui étaient braqués contre la ville parce qu'il y a une longue histoire entre le Département et Montpellier, et certains ne connaissaient pas les quartiers. Il y en a qui n'étaient jamais allés au Corum. Eh bien nous avons remédié à cela, Francis Cros et moi. Je suis très heureux que notre collaboration continue, à la fois pour la ville et pour toutes les communes du bassin de vie de Montpellier, en particulier celle des hauts cantons qui sont les bienvenues à Montpellier avec leurs Maires et leurs élus locaux. Monsieur Raymond.

Joël RAYMOND

Oui Monsieur le Président, chers collègues, juste une précision. L'Association des Communes Forestières de l'Hérault, qui adhère à l'Association Nationale des Communes Forestières, est une association où chaque commune peut adhérer à titre individuel. Je vous rappelle que ce n'est pas parce que l'on a ou pas de la forêt que l'on est membre ou que l'on adhère à cette association.

Deuxième point : c'est une association qui propose de très bons services et conseils sur le bois, de manière générale : le bois de construction, le bois de chaufferie, le bois d'aménagement pour des sentiers, des passerelles, etc., avec des conseillers techniques de très haute volée. La commune de Montaud, lorsqu'elle a mis en place il y a sept ans sa chaudière aux granulés, a été conseillée par l'Association forestière de l'Hérault. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur Raymond, la ville de Montpellier, la Métropole suit l'exemple de Montaud, et le fait avec plaisir, vous le savez, vous qui êtes proche du parc des Cévennes et du parc national de l'Aveyron. La politique des parcs nationaux, il faut la soutenir. Ce sont les grands poumons verts du Sud, et les Montpelliérains et les habitants de la Métropole ont besoin de ces grands poumons verts. Nous sommes tous liés. Cela s'appelle l'interdépendance.

Je mets aux voix la candidature de Monsieur Jaoul. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 37 : AGROECOLOGIE ET ALIMENTATION – MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE AGROECOLOGIQUE ET ALIMENTATION – AXE 1 – CONSOLIDATION DU TISSU DES FERMES NOURRICIÈRES EN AGROECOLOGIE – APPELS A PROJETS SUR LES DOMAINES DE VIVIERES ET DE LA CONDAMINE – ÉLABORATION DE LA DEMARCHE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 37, Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

Bonsoir. Dans le cadre de la politique agricole et alimentaire de la Métropole, nous avons un volet d'action qui concerne l'installation d'agriculteurs sur du foncier. Là, nous distinguons trois volets, trois types d'actions : l'action sur le foncier public métropolitain ou municipal, un deuxième volet qui concerne le maintien des exploitations agricoles actuelles – il ne s'agit pas simplement de penser à installer de nouvelles exploitations, encore faut-il que les exploitations qui existent actuellement se maintiennent –, et un troisième volet qui est la reconquête des friches sur les terrains privés.

Là, il s'agit de l'action que nous menons sur les terrains publics, en l'occurrence métropolitains. Nous faisons un gros effort au niveau du SCoT pour préserver des terrains agricoles. Encore faut-il éprouver une méthode pour installer des agriculteurs sur ces terrains préservés.

L'enjeu est de taille parce qu'installer des agriculteurs, ce n'est pas uniquement leur trouver du foncier non bâti, mais c'est reconstituer tout l'appareil de production agricole, c'est-à-dire le logement pour l'agriculteur, les bâtiments d'exploitation, etc. C'est une méthode à mettre en place, une démarche à éprouver, et la Métropole en tant que coopérative de service et d'idées pour les communes éprouve une démarche d'appel à projets pour identifier des porteurs de projets intéressés par le fait de s'installer sur la Métropole.

Il s'agit en l'occurrence de terrains situés sur les propriétés foncières métropolitaines, sur la ville de Montpellier au lieu-dit la Condamine, et sur la ville de Jacou au lieu-dit de Viviers. 14 hectares au total qui ont été ouverts de façon extrêmement transparente. Il y a un souci d'équité qu'il est important d'avoir dans cette opération, donc une démarche est mise en place d'appel à projets. Le formulaire a été téléchargé par une centaine de personnes, soixante porteurs de projets ou d'idées sont venus visiter les terrains, et au final, ce sont plus d'une dizaine de projets qui sont arrivés à la Métropole sur les deux zones, la Condamine et Viviers.

Nous mettons en place un processus de sélection transparente de ces projets, qui vise à la fois le respect des grands objectifs que nous nous fixons dans la politique, les cinq grandes finalités que nous nous fixons dans la politique agricole et alimentaire, mais qui regardent aussi les aspects techniques de fiabilité, de viabilité technique et financière des projets. Nous vous proposons dans cette délibération d'adopter cette démarche qui se veut un peu originale, de sélection : une première étape mise en place par les services techniques à la fois en agronomie et d'un point de vue juridique, et ensuite une phase de sélection avec un jury comprenant le Président de la Métropole ou son représentant, et le Maire de la commune concernée (en l'occurrence ici Jacou et Montpellier pour cette première phase) ou son représentant.

L'objectif, derrière cette démarche, est de pouvoir l'évaluer et la développer auprès de l'ensemble des communes qui souhaitent participer à cette politique en mettant à disposition du terrain communal qu'elles souhaitent voir utiliser par des agriculteurs ou des éleveurs. Cette délibération vise à vous soumettre cette démarche et à l'adopter ici.

Monsieur le Président

OK. Merci Madame Touzard. Qui souhaite s'exprimer ? Monsieur le Maire de Prades, Monsieur le Maire de Jacou.

Jean-Marc LUSSERT

A toi l'honneur !

Renaud CALVAT

Je serai très bref, Monsieur le Président. Je voudrais simplement saluer Isabelle et dire ici que la commune de Jacou a été pleinement associée à ce processus. Je crois que nous avons fait quelque chose de très réussi sur le domaine de Viviers, et je m'en réjouis pleinement.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Maire. Monsieur le Maire de Prades.

Jean-Marc LUSSET

Moi aussi je suis tout à fait fan de cette politique-là. Je regrette de ne pas avoir fait partie du premier wagon et je souhaite faire partie du deuxième. Merci.

Monsieur le Président

Merci à vous et merci à Isabelle. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 38 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 11 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE OPALE – CHEMIN DU PUIT A SUSSARGUES – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 38 : il s'agit là de la construction des logements sociaux, onze logements sociaux, à la résidence Opale à Sussargues. Monsieur Ségura, souhaitez-vous prendre la parole sur l'ensemble des affaires ?

Noël SÉGURA

Simplement, ce sont des garanties d'emprunts pour FDI à hauteur de six emprunts, pour une somme de 1 165 667 euros auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Monsieur le Président

D'accord. Sur l'affaire 38, Monsieur Pellet et Madame Demon ne prennent pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 39 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS EN LOCATION – ACCESSION – RESIDENCE OPALE – CHEMIN DU PUIT A SUSSARGUES – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 39 : Monsieur Pellet et Madame Demon ne prennent pas part au vote. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 40 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 31 LOGEMENTS EN LOCATION – ACCESSION – RESIDENCE LE CHENE BLANC – LOTISSEMENT LES JARDINS D’HELIOS A Cournonterral – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 40 : Monsieur Pellet et Madame Demon pour 31 logements, dans la résidence Les Jardins d’Hélios à Cournonterral, ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 41 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 33 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE BENTO-SERRA – ALLEE JOSEPH-CAMBON A SAINT-JEAN-DE VEDAS – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 41 : 33 logements sociaux résidence Bento-Serra avenue Joseph-Cambon à Saint Jean de Védas. Pas de demande d’explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 42 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE MAS DE CLAIRETTE – RUE DU FOUR DE LA CAUX A PIGNAN – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 42 : construction de trois logements sociaux résidence Mas de Clairette à Pignan. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 43 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 25 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – RESIDENCE ARTHEMIS – LOTISSEMENT LES JARDINS D’HÉLIOS LOT 14 A Cournonterral – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM SFHE GROUPE ARCADE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 43 : 25 logements locatifs sociaux, résidence Arthémis à Cournonterral. Monsieur Ségura ne participe pas au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 44 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 25 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – RESIDENCE EOS – LOTISSEMENT LES JARDINS D’HÉLIOS LOT 12 A Cournonterral – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM SFHE GROUPE ARCADE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 44 : 25 logements sociaux résidence Eos à Cournonterral. Monsieur Ségura ne prend pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 45 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE SIX LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – RESIDENCE LA MARQUEROSE – 7 ALLEE FRANCIS-BLANCHE A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

45 : construction de six logements locatifs sociaux à la Marqueroze à Montpellier. Pas de demande d’explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 46 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – AVENANT N° 1 – MARCHE N° 3414MG13 BIS DE FOURNITURE DE SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS MOBILES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 46 : avenant numéro 1 au marché de fourniture de services de télécommunications : qui demande des explications auprès du rapporteur Isabelle Guiraud ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 47 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Monsieur le Président

Ressources humaines, 47, modification du tableau des effectifs. Personne ne veut d’explications auprès du rapporteur Monsieur Bonnal ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 48 : VALORISATION ET PROTECTION ANIMALES, BIODIVERSITE – AQUARIUM MARE NOSTRUM ET PLANETARIUM GALILEE – APPROBATION DU PRINCIPE D’EXPLOITATION PAR DELEGATION DE SERVICE PUBLIC – LANCEMENT D’UNE PROCEDURE DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC – AUTORISATION

Monsieur le Président

Valorisation et protection animales, biodiversité, aquarium Mare Nostrum et planétarium Galilée, approbation de principe d’exploitation par délégation de service public, lancement de la procédure. Qui veut des explications auprès du rapporteur et Vice-Président Monsieur Audrin ? Personne ? Vous êtes tellement convaincant ! Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Madame Jabado, ah !

Claire JABADO

Monsieur Revol vote contre.

Monsieur le Président

Monsieur Audrin pour l’explication de l’affaire et ensuite je passe au vote.

Jean-François AUDRIN

Concernant l’aquarium et le planétarium, il n’y a pas que des pieuvres géantes à l’aquarium, il y a aussi des DSP et ce soir il est question de DSP. Le 15 décembre l’exploitation de l’aquarium par la société SEAMAN prend fin. Il est indispensable de renouveler cette exploitation.

Parallèlement, le planétarium Galilée est géré en régie. Ce sont deux organismes très proches l'un de l'autre, simplement séparés par une cloison. Il nous paraissait intéressant, au moment où tout est à remettre en marche, de faire fonctionner ces structures de manière synergique et de faire en sorte que l'espace et les abysses puissent se rencontrer simplement en ouvrant une porte, et ce en faisant des économies de fonctionnement.

Mais il fallait faire en sorte que le nouvel exploitant ait des contraintes importantes, notamment maintenir une tarification intéressante, mettre en œuvre des projets pédagogiques et scientifiques, des amplitudes d'ouverture plus importantes aussi. Je voudrais rassurer (puisque TV Sud vient de m'interviewer à ce sujet) les pétitionnaires, les parents d'élèves qui s'inquiétaient : il est évident que la Métropole fera en sorte qu'il y ait une priorité aux scolaires dans les deux structures, que ce soit l'aquarium ou le planétarium.

Monsieur le Président

C'était la condition que nous avons votée ensemble en bureau des Vice-Présidents. Je mets aux voix. Qui est contre ?

Hervé Martin, dont vous avez la procuration, vote contre. Et René Revol vote contre. Donc il y a deux votes contre par procuration. Abstentions ? C'est vote pour, moins deux votes contre.

AFFAIRE N° 49 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – PATINOIRE VEGAPOLIS – APPROBATION DU PRINCIPE D'EXPLOITATION PAR DELEGATION DE SERVICE PUBLIC – LANCEMENT D'UNE PROCEDURE DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC – AUTORISATION

Monsieur le Président

Affaire 49 : patinoire Végapolis, Monsieur Meissonnier.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit de relancer la délégation de service public à la patinoire Végapolis qui se termine le 31 décembre 2016. Par rapport à cette patinoire, il est bon de rappeler que c'est une des rares patinoires à avoir une double piste, que 6 % du parc national de toutes les patinoires peuvent prétendre avoir deux pistes. Nous avons plusieurs manifestations et animations prévues, notamment je vous prie de bien noter le gala de l'équipe de France le 14 avril 2016 à 20 heures.

Une fréquentation de 300 000 visiteurs par an : Végapolis arrive en tête au niveau national en termes de fréquentation publique sur les patinoires double piste devant Rennes, Strasbourg, Valenciennes, Marseille. Végapolis arrive en tête au niveau national en termes de fréquentation scolaire. Enfin, la spécificité en France : l'ouverture estivale qui regroupe près de 20 % de juin à septembre. C'est énorme. Je vous propose d'approuver le principe de relancer cette délégation de service public.

Monsieur le Président

Qui veut s'exprimer sur la patinoire ? Oui, Monsieur Dudieuzère ?

Pierre DUDIEUZERE

Est-ce que l'on a prévu une clause pour les personnes qui travaillent là, les moniteurs et les professeurs de patin qui sont de très grande qualité, notamment auprès des enfants et des scolaires ?

Monsieur le Président

Monsieur Meissonnier, avez-vous prévu une clause particulière pour les professeurs de patin ?

Jean-Luc MEISSONNIER

De toute façon, tout est maintenu, tout est relancé, mais surtout dans l'intérêt général, et notamment de ne pas rompre justement les contrats des entraîneurs qui ont en charge des enfants depuis de nombreuses années. Une clause est prévue, bien sûr à concurrence égale de prestations et de services pour ce genre d'animation.

Monsieur le Président

Cela glisse ?

Jean-Luc MEISSONNIER

Cela glisse.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 50 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – PATINOIRE VEGAPOLIS – AVENANT N° 1 AU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 50, toujours Végapolis.

Jean-Luc MEISSONNIER

Là, Monsieur Président, il s'agit de revoir et de faire un avenant à la DSP en vigueur car il y a eu quelques modifications : grâce à (ou à cause de) la réforme des rythmes scolaires – tout le monde connaît les coûts induits de la réforme scolaire dans nos propres collectivités – ; en raison de la scission de l'association sportive Montpellier Agglomération patinage ; et enfin, il s'agit de modifier le programme de renouvellement des grosses réparations. C'est un avenant à cette délégation.

Monsieur le Président

Si personne ne demande la parole, je mets aux voix l'affaire 50. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 51 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – RESEAU DES PISCINES – OPERATION LA NUIT DE L'EAU – CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'UNICEF – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 51, réseau des piscines, opération la Nuit de l'eau.

Jean-Luc MEISSONNIER

Il s'agit de participer à la mise en place d'une grande opération de solidarité, notamment avec la Fédération Française de Natation, la Nuit de l'eau.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 51. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 52 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – RESEAU DES PISCINES – AVANT N° 2 A LA CONVENTION N° 612256 AVEC L'AGENCE NATIONALE POUR LES CHEQUES VACANCES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 52, toujours réseau des piscines, qui demande des explications auprès de Monsieur Meissonnier pour les Chèques vacances ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 53 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS SPORTIVES – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – CONVENTION D'ATTRIBUTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 53, soutien aux manifestations sportives, Monsieur Meissonnier.

Jean-Luc MEISSONNIER

Là, il s'agit d'attribuer la subvention pour l'organisation de manifestations sportives qui ont lieu avant le vote du budget de la Métropole. Il s'agit de 40 000 euros pour le MAM, pour l'organisation du Marathon de Montpellier dont Fabien Abert a très bien mené l'opération. Il va vous en parler très certainement après.

50 000 euros pour le MANUC, pour l'organisation du championnat de France de natation à la piscine olympique Antigone, du 29 mars au 3 avril.

Et 10 000 euros pour le Montpellier GRS, pour l'organisation du championnat de France élite au palais des sports René-Bougnol le 14 avril 2016.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Meissonnier. Monsieur Abert m'a demandé la parole.

Fabien ABERT

Monsieur le Maire, chers collègues, je tenais tout d'abord à remercier la Métropole et Jean-Luc Meissonnier, le Vice-Président en charge des sports, pour le travail conjoint que nous avons pu mener sur ce dossier, et également tous les Maires qui participent à ce marathon qui sera inédit pour cette édition. Je tenais à remercier Monsieur Grand pour la commune de Castelnau, Monsieur Meunier pour la commune de Lattes, Monsieur Rico pour la commune de Pérols mais également Monsieur Bourrel pour la commune de Mauguio et Carnon sur lesquelles nous allons passer, Monsieur Jeanjean pour la commune de Palavas et Sté-

phan Rossignol, Président du Pays de l'or, qui nous a fait l'honneur de sa présence lors de la conférence de presse.

Il faut savoir qu'il a été accepté que l'on traverse le domaine de Verchant lors du parcours, ce qui va permettre une mise en lumière du patrimoine naturel, culturel et architectural du territoire. Je tenais vraiment sincèrement à remercier l'ensemble des Maires et des communes pour le travail conjoint que nous avons pu faire avec la ville de Montpellier, et Jean-Luc Meissonnier avec qui nous avons mené les différentes réunions d'échanges, plus particulièrement avec les communes de Palavas et Mauguio où l'accueil a été excellent, comme dans l'ensemble des autres communes de la Métropole.

Sur un aspect un peu plus sportif, il faut savoir que le remodelage de ce marathon nous permet d'entrer dans les trois meilleurs marathons en termes de dénivelé, ce qui va augmenter les performances sportives : nous allons avoir un dénivelé de moins de 180 mètres sur les 42 kilomètres, ce n'est pas négligeable. Bien évidemment, je vous invite à venir participer, que ce soit en solo, en duo ou également en relais à six. Pour les moins sportifs d'entre vous, un relais à six c'est largement jouable. Ce sera le 20 mars.

Monsieur le Président

Il y aura des équipes mixtes avec les agents de la ville de Montpellier et de la Métropole, avec des élus puisque Fabien Abert lui-même fera le marathon, ainsi que quelques membres de mon cabinet, que je n'ai pas désignés encore. En tout cas, c'est une belle initiative. Merci aux Maires de la Métropole, Castelnau, Pérols, Lattes, aux Maires de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'or, Palavas, Mauguio, au Président Stéphan Rossignol, et à Pierre Mestre qui nous permet de passer au travers du domaine de Verchant. Monsieur Meissonnier.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, vu la participation du cabinet, je souhaiterais faire un relais avec Cyril Meunier s'il veut bien s'engager sur ce parcours qui traverse sa ville.

Cyril MEUNIER

Non, je ne veux pas.

Ce n'est pas parce que c'est avec Jean-Luc mais non, je ne veux pas courir, moi. Tu ne te vexes pas ?

Jean-Luc MEISSONNIER

Pas du tout, nous nous retrouverons autre part.

Cyril MEUNIER

Nous ferons autre chose – mais courir, non. Je te remercie quand même de ta proposition.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 53. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 54 : CULTURE – LICENCES D'ENTREPRENEUR DE SPECTACLE VIVANT – DESIGNATION DU TITULAIRE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 54, culture, en excusant le Vice-Président Bernard Travier. C'est Madame Lloret qui présente l'affaire.

Eliane LLORET

Pour la première affaire, l'affaire 54, il s'agit de voter par rapport à la licence des entrepreneurs du spectacle. Les collectivités territoriales n'ont pas la possibilité en tant que telles d'avoir ces licences, donc il s'agit là de proposer la désignation de Bernard Travier, Vice-Président, comme titulaire de la licence d'entrepreneur du spectacle pour la Métropole, pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Monsieur le Président

Merci Madame Lloret. J'en profite pour corriger une bêtise que je vous ai indiquée tout à l'heure. Madame Filippetti n'a pas été Présidente du Festival du court-métrage mais du documentaire, à Marseille, en PACA, pendant sept ans.

Je mets aux voix la candidature de Bernard Travier et de sa désignation. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 55 : CULTURE – MUSEE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION MAS DES MOULINS – MECS BON SECOURS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 55, musée Fabre, convention de partenariat entre le musée Fabre et l'association Mas des moulins Bon secours. Madame Lloret.

Eliane LLORET

Il s'agit, comme vous avez eu l'occasion de le voter aussi lors du précédent Conseil de Métropole, de signer une convention de partenariat entre le musée Fabre et l'association Mas des Moulins. Cela permet ainsi au public de participer aux actions menées dans le cadre du musée. Ce sont des actions qui permettent d'accéder à la culture de manière plus aisée pour des personnes qui n'ont pas trop la possibilité de le faire par ailleurs, en situation d'exclusion sociale.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 55. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 56 : CULTURE – RESEAU DES MEDIATHEQUES – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PAR L'ÉTAT DE DEUX CONSERVATEURS DES BIBLIOTHEQUES AU PROFIT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 56, réseau des médiathèques, c'est la convention de mise à disposition par l'État de deux conservateurs des bibliothèques au profit de Montpellier Méditerranée Métropole. Madame Lloret, un mot ?

Eliane LLORET

Rien de particulier.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Nous gardons Monsieur Gudin, évidemment.

AFFAIRE N° 57 : CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) ET LE CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES MEDIEVALES (CIMM) – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 57, convention de partenariat entre le Conservatoire à Rayonnement Régional et le Centre international de musique médiévale. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 58 : CULTURE – RECRUTEMENT D'INTERVENANTS PONCTUELS AU SEIN DU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) – CONDITIONS DE REMUNERATION – PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT – MODIFICATION DES TARIFS DE REMUNERATION ET DE PRISE EN CHARGE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 58 : recrutement d'intervenants ponctuels au sein du Conservatoire. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 59 : CULTURE – MEDIATHEQUE CENTRALE ÉMILE-ZOLA – PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT LIES A L'ORGANISATION DE LA SEMAINE DE LA PRESSE ET DES MEDIAS DANS L'ECOLE ET DES PREFACES DE LA COMEDIE DU LIVRE 2016 – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 59 : médiathèque centrale Emile-Zola, prise en charge des frais de déplacement liés à l'organisation de la Semaine de la presse et des médias dans l'école. Qui veut des explications auprès de Madame Éliane Lloret ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 60 : TRANSPORTS ET MOBILITE – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 – MARCHE COMPLEMENTAIRE N° 8.422 DES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES, DEVOIE-

MENT DE RESEAUX HUMIDES, ESPACES VERTS ET MOBILIERS URBAINS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 60 : tramway, bouclage de la ligne 4. Madame Gianiel.

Isabelle GIANIEL

Monsieur le Président, chers collègues, la délibération qui vous est proposée est ni plus ni moins qu'un partenariat exemplaire qui s'opère aujourd'hui entre la ville de Montpellier et la Métropole, une véritable synergie qui conduit à limiter les désagréments liés aux travaux sur l'hypercentre urbain de Montpellier dans le secteur sauvegardé, le secteur du Peyrou. Il s'agit de « profiter » du marché de travaux qui est en cours avec l'entreprise Razel-Bec, l'entreprise de Saint Georges d'Orques, pour la création de la plate-forme bouclage ligne 4, pour y rattacher également les travaux d'embellissement/rénovation complète de l'Avant-place royale décidés par la ville de Montpellier. L'affaire a été présentée en commission d'appel d'offres récemment.

Il est proposé de passer un marché complémentaire de 3,8 millions d'euros de travaux pour lequel je signale (ce n'est pas forcément indiqué dans la délibération) que l'aménagement de l'Avant-place royale du Peyrou pèse 2 millions 260 milles et au global, la ville de Montpellier prend en charge 2,6 millions sur ces travaux. Le reste est relatif uniquement au tramway et concerne notamment des modifications du projet. Je pense en particulier au fait d'avoir dû déplacer la station Peyrou-Arc-de-Triomphe suite aux demandes de l'architecte des Bâtiments de France, et d'avoir dû déplacer la liaison verticale par ascenseur dans l'emprise du palais de justice, de manière à minimiser l'impact par rapport aux activités du palais.

Monsieur le Président

Merci Madame Gianiel. Simplement, je vous rappelle que l'inauguration de la ligne 4 se fera le 1^{er} juillet 2016 et que le 30 juin, nous fermerons à la circulation tout le tronçon de la ligne 4. Il sera consacré, dédié uniquement aux piétons et aux vélos, pour que les uns et les autres puissent se rendre compte de visu de l'ensemble des transformations de la ville que le tramway entraîne. Ensuite, l'inauguration sera le 1^{er}. Et nous aurons un spectacle très populaire, très simple – j'en dis un peu plus aujourd'hui : autour de la musique et de la danse. Je n'en dis pas plus. Avec une personnalité internationale qui assurera la mise en scène.

Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Rassurez-moi : ce n'est pas Jean-Luc et moi qui dansons ?

Monsieur le Président

La balle est dans le camp de Baillargues. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 61 : TRANSPORTS ET MOBILITE – PARKING FOCH-PREFECTURE – CONVENTION POUR L'IMPLANTATION D'ARMOIRES DU RESEAU FTTH – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 61 : parking Foch préfecture, convention pour l'implantation d'armoires du réseau FTTH. Qui demande des explications auprès d'Isabelle Gianiel ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 62 : TRANSPORTS ET MOBILITE – SYSTEME CENTRALISE D'ACCES A L'AIRE PIETONNE DE MONTPELLIER – MARCHE DE MAINTENANCE N° 4274DM16 – LOTS N° 1 ET N° 2 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

62 : système centralisé d'accès à l'aire piétonne de Montpellier. Qui veut des explications auprès de Madame Gianiel ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 63 TRANSPORTS ET MOBILITE – STATIONNEMENT – EXPLOITATION DU PARKING DE L'HOTEL DE VILLE DE MONTPELLIER – AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET DE SIGNER LE MARCHE

Monsieur le Président

Affaire 63 : stationnement, exploitation du parking de l'Hôtel de ville de Montpellier. Il s'agit de lancer la consultation et de signer le marché. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 64 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER GRAND CŒUR – HALLES ET PLACE LAISSAC – TRANSFERT DE LA MAITRISE D'OUVRAGE DES TRAVAUX DE REQUALIFICATION DES ESPACES PUBLICS ET DU PARKING EN SOUS-SOL DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE A LA COMMUNE DE MONTPELLIER – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 64 : Montpellier Grand Cœur, halles et place Laissac, transfert de la maîtrise d'ouvrage des travaux de requalification des espaces publics. Qui demande des explications auprès du rapporteur Monsieur Youssous ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 65 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – ÉTABLISSEMENT D'UN RESEAU DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES FTTH/FTTB – CONVENTION TRIPARTITE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, ÉLECTRICITE RESEAU DISTRIBUTION FRANCE (ERDF) ET ORANGE RELATIVE A L'USAGE DES RESEAUX PUBLICS DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE AERIENS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 65 : établissement d'un réseau de communication électronique, convention tripartite entre Montpellier Méditerranée Métropole, Électricité réseau distribution France et Orange. Pas de demande d'explication au Vice-Président ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N°66 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – TRAVAUX POUR COMPTE DE TIERS – TARIFS
VOIRIE, RESEAUX, ESPACES PUBLICS ET EQUIPEMENTS DE LA ROUTE – APPROBATION**

Monsieur le Président

Affaire 66 : travaux pour compte de tiers, tarifs voirie, réseaux, espaces publics, équipements de la route. Un petit mot, Monsieur Youssous, là-dessus ?

Rabii YOUSSEUS

Le service technique de la Métropole réalise des travaux sur la voirie et les réseaux, en faisant suite à la demande exprimée par les tiers ou par les sinistrés engageant leur responsabilité. Cette délibération permet à la Métropole de procéder à la refacturation des travaux dont elle n'a pas été à l'origine.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. L'affaire 66. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE 67 : HORS COMMISSION - BISTROT ET THEATRE DE GRAMMONT - CONVENTION DE REALISATION DE TRAVAUX ET DE REPARTITION DES COUTS AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 67, bistrot et théâtre de Grammont, il s'agit là de faire un certain nombre de travaux –je rappelle que le bistrot et le théâtre de Grammont nous appartiennent – à hauteur de 72 500 euros. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour est épuisé, je vous remercie de votre participation. Le prochain Conseil de Métropole se tiendra le 14 avril à 18 heures, et nous voterons le budget. Merci et bonne soirée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.